

3 - 4 MARS 2017

HÔTEL DE VILLE



**2^e FORUM
TERRITOIRES
CONNECTÉS**
SOLIDARITÉ - SÉCURITÉ

AVEC : Cynthia FLEURY, Jean-Pierre HAIGNERE, David LACOMBLE

ET : Viktor AFFANASSIEV, François ALEXANDRE, Nicole AMELINE, Max ARMANET, Patrice BEGAY, Marie-Pierre BESNARD, Régis BINET, Régis BOIGEGRAIN, Christian CARDON, Jérôme CAUDRELIER, Laurent CERVONI, Bernard Cordier, Sylvie de GAETANO, Jean-Baptiste GASTINNE, Sophie GAUGAIN, Philippe GUILLEMET, Nicolas Guy, Hervé HALBOUT, Léa Lassarat, Rémi LAURENT, Claude LE BARS, Marc MAOUCHE, Yvon NOEL, Thomas PEAUCELLE, François PEDRONO, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Marie POUSSIN, Thomas ROHMER, Jean-François Sanchez, Michel SUDARSKI, Frédéric VILLAIN

A portrait of Tristan Jeanne-Vallès, a middle-aged man with grey hair and glasses, wearing a light brown suit jacket, a white shirt, and a red and black striped tie. He is smiling slightly and looking towards the camera. He is wearing an orange lanyard around his neck. The background is dark and out of focus.

Cette rapidité de transmission des données donne de nouveaux pouvoirs aux personnes, aux entreprises, aux associations, aux collectivités locales qui savent s'en servir et rend les autres, par comparaison, démodés et inefficaces.

Je vous invite à participer aux débats, les vendredi 3 et samedi 4 mars prochain à la Mairie de Trouville-sur-Mer !

Christian Cardon

Maire de Trouville-sur-Mer

PROGRAMME

3 - 4
MARS
2017

VENDREDI 3

12H30 - 16H00 ATELIER CITOYENS

PARENTS, LE NUMÉRIQUE COMME OUTIL D'INSERTION ET DE RÉHABILITATION SOCIALES
Ateliers Digitelle-Orange avec Phillipe Rolland et l'appui des équipes de Solidarité Orange.

16H00 OUVERTURE

Hervé Morin, Nicole Ameline, Max Armanet, Christian Cardon, Sophie Gaugain.

ACCUEIL DES PARENTS CITOYENS : Nicole Ameline, Christian Cardon, Sophie Gaugain.

16H10 - 17H00 SÉANCE INAUGURALE

POURQUOI LE NUMÉRIQUE EST UNE CHANCE POUR L'ÉDUCATION ET LE CIVISME ?

16H10-16H40 Conférence par David Lacomble (président de la Villa Numéris)

16H40-17H00 Débats Nicole Ameline (députée du Calvados), David Lacomble

17H00- 17H50 LES RÉSEAUX DU NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'AGRICULTURE ?

Frédéric Villain (Numérique végétal, DSI Demand inside instrument), Rémi Laurent (directeur adjoint de la Chambre d'Agriculture), Hervé Halbout (président de NOVIMAGE, spécialiste du BIM et de l'information géographique).

18H00 - 18H50 POURQUOI LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT FACILITENT LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ?

Jean-Baptiste Gastinne, (vice-président, en charge des transports Région Normandie), Régis Binet (président FNTP Normandie), Jean-François Sanchez (expert transports).

18H50 - 19H10 RÉSEAU ÉLECTRIQUE AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ ET SÉCURITÉ ?

Régis Boigegrain (délégué Ile-de-France-Normandie RTE).

19H10 - 20H00 LES OBJETS CONNECTÉS RENDENT-ILS PLUS RESPONSABLES LES CONSOM-ACTEURS ?

Philippe Guillemet (directeur régional Normandie Enedie), Marc Maouche (délégué régional Normandie Orange), Jérôme Caudrelier (directeur associé Casus Belli).

20H00 - 20H30 COCKTAIL-RENCONTRE INTERVENANTS-PARTICIPANTS

SAMEDI 4

10H30 OUVERTURE DU SAMEDI

10H30 - 11H20 PARTAGER L'INFORMATION POUR MIEUX VIVRE DANS NOS COMMUNES ?

François Alexandre (directeur régional Normandie-Somme JCDecaux), François Pédrone, (maire de Saint-Arnoult), Yvon Noël (directeur aménagement numérique région Normandie), Laurent Cervoni (consultant en numérique).

11H20 - 12H10 COMMENT FINANCER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ?

Sophie Gaugain (vice-présidente Région Normandie), Claude Le Bars (Crédit Agricole), Marie Poussin (directrice BPI Normandie), Patrice Bégay (directeur de la communication BPI France).

12H10 - 13H00 LE TOURISME CLÉ DU DYNAMISME CULTUREL ET COMMERCIAL RÉGIONAL ?

Marie-Agnès Poussier-Winsback (vice-présidente tourisme Région Normandie), Michel Sudarski (secrétaire général Association Internationale du Développement Urbain INTA), Nicolas Guy (fondateur SoyHuCe).

16H00 - 16H45 QUELS RÔLES LES PARENTS JOUENT-ILS DANS L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE ?

Thomas Rohmer (Fondateur OPEN - Observatoire de la parentalité dans l'éducation numérique), Dr. Bernard Cordier (La Voix de l'enfant, chef de service Hôpital Foch).

16H45 - 17H00 LE DIGITAL CLÉ DU MAINTIEN À DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉES EN PERTE D'AUTONOMIE ?

Marie-Pierre Besnard (directrice associée So Numérique).

17H00 - 17H30 QUELLE PLACE POUR LA RIVE GAUCHE DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE ?

Sophie Gaugain (1^{ère} vice présidente Région Normandie), Léa Lassarat (présidente CCI Seine Estuaire).

17H30 - 18H20 CONFÉRENCE DE CLÔTURE : LA SOLIDARITÉ FACTEUR MAJEUR DE LA SÉCURITÉ ?

Cynthia Fleury (philosophe et psychanalyste). Echange Cynthia Fleury avec Nicole Ameline.

18H30 - 19H30 L'ESPACE, TERRITOIRE CONNECTÉ DE LA SCIENCE ET DE LA CIVILISATION

Jean-Pierre Haigheré (spacionaute), Viktor Affanassiev (cosmonaute).

CLÔTURE : Nicole Ameline, Max Armanet, Christian Cardon, Sophie Gaugain.

Modération : Max Armanet (président de Forum-Media), Sylvie de Gaetano (maire adjointe de Trouville), Yvon Noël (directeur numérique de la Région Normandie), Thomas Peaucelle (président Kairos).

4 < FORUM Territoires connectés FÉVRIER 2017

LE PAYS D'AUGE
POUR CONNECTER LA NORMANDIE

Par Par Nicole Ameline, Christian Cardon, Max Armanet

Connecter les territoires entre eux et les citoyens qui les habitent est une urgence ! La révolution numérique qui bouleverse la planète n'attend pas ! Cette deuxième édition du Forum des Territoires connectés et le numéro spécial de la Mouette que vous tenez entre vos mains répondent à ces nécessités : comprendre, s'approprier les innovations proposées par le numérique ; celles qui peuvent nous permettre d'améliorer la vie de tous les habitants de notre territoire.

15 milliards d'objets sont aujourd'hui connectés, 80 milliards le seront en 2020. Autant d'outils pouvant capter ou émettre des données (data), destinés à améliorer les usages et les services que recherchent chacun d'entre nous et qui mettent en relation les individus entre eux ainsi qu'avec tout ce qui est collectif. Les domaines de notre vie quotidienne impactés par la révolution numérique ne cessent de croître : sécurité, mobilités, solidarité, énergies, santé, communications... ; leur somme dessine les contours du « territoire intelligent ». Exactement le sujet de notre Forum.

Le territoire est le premier espace où s'exprime les solidarités entre habitants ainsi que la vision politique qui permettra de réaliser leurs développements tant économiques qu'humains. Il y a plusieurs dimensions pour décliner la réalité territoriale. Pour nous, habitants de Normandie, notre territoire naturel est la Région. La réforme territoriale qui a fédéré les deux entités

préexistantes, en constituant la nouvelle grande Normandie, a fait du Pays d'Auge la charnière de ce nouvel espace. La Seine qui avait longtemps constitué une frontière entre les deux Normandie a désormais vocation à être un trait d'union. Effectivement, le Pays d'Auge, d'où nous parlons, face à la métropole du Havre, est la rive gauche de son majestueux estuaire. Son cœur en est lui-même un fleuve : la Touques, avec Trouville-sur-Mer comme croisée entre terre et mer, marque-page actif des nouveaux chapitres que le numérique nous invite à écrire. Le « Lab des Territoires connectés ».

Rive gauche de l'estuaire, le Pays d'Auge pose d'une manière renouvelée la question de son déploiement. Maillage dense de communes de différentes tailles, notre quotidien est autant rural qu'urbain. Connecter ces deux réalités est une absolue nécessité, comme le soulignait Edgar Morin lors de notre précédent Forum, « la surdité des experts des métropoles à tout ce qui n'est pas citadin met en péril l'édifice, l'équilibre même du développement humain ». Le Forum des Territoires se veut ce lieu de convergences des solutions, des idées, de cette région dont nous revient la tâche passionnante, exigeante, de la construire, de connecter non seulement tous ses territoires, ses citoyens, mais de devenir le débouché naturel des forces vives de l'Ile-de-France. Son ouverture sur l'Atlantique, l'Angleterre, le reste du monde...

LE NUMÉRIQUE VU DE L'ESPACE

La révolution numérique est planétaire. Elle ne saurait être viable sans conjuguer la solidarité qui est l'âme de nos sociétés et la sécurité qui est l'aspiration légitime de chacun de nous. C'est une équation dont la solution se doit de mettre au cœur de ceux qui en sont sujets au quotidien : les citoyens. D'où ce numéro qui décline les thématiques de notre Forum. Les rédacteurs sont les acteurs les plus impliqués d'un chantier dont le point d'application est le territoire, qu'il soit rural ou urbain.

Par sa taille, son organisation, ses infrastructures, ses entreprises, son rayonnement mondial, la Normandie est un laboratoire idéal pour prendre la mesure de ces mutations. Elle nous permet d'envisager autant les exigences posées par le maillage de nos communes que le défi d'exister à l'international.

Pour illustrer ce fertile paradoxe, nous avons choisi de prendre de la hauteur. De connecter les territoires dans lesquels nous vivons avec la grande aventure de l'humanité que constitue la conquête spatiale. On l'oublie trop souvent : sans l'espace, le numérique de notre quotidien ne fonctionnerait pas. Grâce à Jean-Pierre Haigheré, qui a mis à notre disposition les précieuses images de ses missions, vous avez un numéro exceptionnel qu'il viendra éclairer en compagnie de Viktor Affanassiev, l'un des plus grands cosmonautes vivants. Connecter nos territoires et ses habitants, nous invite à regarder plus haut, plus loin. Grâce à la station spatiale, c'est chose faite.



MAX ARMANET

Directeur du Forum
des Territoires connectés.Président de l'agence de presse
Forum-Media, journaliste, réalisateur, écrivain. Il a exercé des fonctions de direction éditoriale, à Libération, Le Nouvel Observateur, La Vie, France 2,

Marianne, La Tribune...

Il a conçu et organisé de nombreux forums internationaux (dont le forum d'ouverture de la COP21 par la Mairie de Paris en novembre 2015), à Paris, Lyon, Marseille, Grenoble, Rennes, Nice, Bordeaux... Événements traitant aussi bien de la ville numérique, de l'environnement que de la Chute du Mur de Berlin, l'aéronautique et l'espace, le cinéma et la culture... En 2005, il a lancé l'initiative du Service civique universel, avec Edgar Morin, René Rémond, Stéphane Hessel... qui est progressivement mis en place. Il est conseiller municipal de Trouville-sur-Mer depuis 2014.

6 > 7

24 - 25

20 > 22

38

26 - 27

34 > 37

12 > 15

18 - 19

33

32

16

10 > 11

28 > 31

POURQUOI LE NUMÉRIQUE EST UNE CHANCE POUR L'ÉDUCATION ET LE CIVISME ?

Par David Lacomble



DAVID LACOMBLE

David Lacomble est président de La Villa Numeris, un think tank qui promeut l'économie numérique et accompagne les entreprises pour valoriser et développer leurs actifs numériques. Il est l'auteur de Digital Citizen (Plon). Né en mai 68, journaliste de formation, David a notamment été directeur délégué à la stratégie des contenus du Groupe Orange dont il a aussi dirigé les portails Web et mobile en France.

Le numérique offre une fenêtre ouverte sur le monde. Et pourtant la place qui lui est accordé dans le débat public sur l'éducation relève de la portion congrue. Il est plus question à longueur de débats de méthodes, d'aménagement d'horaires ou de calendrier de vacances. Or, qu'on le veuille ou non, l'émergence du numérique, nous oblige à nous poser la question du véritable sens à donner à l'enseignement et à l'éducation.

Pour une raison simple et de bon sens : tous les savoirs sont désormais disponibles sur Internet. Il est possible de suivre des cours des universités les plus prestigieuses depuis son salon, de visionner les conférences TED, des bijoux d'intelligence et même d'humour sur sa tablette à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, de disserter avec les plus grands penseurs du Collège de France dans le métro avec son smartphone... Bref, d'avoir la bibliothèque d'Alexandrie et toutes les connaissances du monde avec soi, partout, tout le temps. Et où que l'on soit.

La mission des professeurs est plus que jamais d'actualité aujourd'hui. Précisément parce que toute connaissance est disponible aujourd'hui en un seul clic, en quelques secondes, partout tout le temps, que le professeur est indispensable. Apprendre à apprendre, apprendre à comprendre, bien savoir reconnaître les sources... est devenu une nécessité.

Car si Internet peut être comparée à la Bibliothèque d'Alexandrie qui recèle toutes les connaissances du monde, c'est une bibliothèque d'Alexandrie qui n'aurait pas de bibliothécaire : une bibliothèque d'Alexandrie où l'œuvre la plus pointue d'un philosophe qui a demandé des années de travail côtoie la rumeur la plus infondée colportée en quelques secondes et se posant en information.

Sans ordre, ni logique, ni priorité, ni hiérarchie... Juste libre. Et cette liberté absolue - que certains n'hésitent pas à qualifier de capharnaüm - c'est ce qui fait tout le sel d'Internet. Certains souhaiteraient que l'on contrôle cette liberté, qu'on la mette sous tutelle. Quand bien même on le souhaiterait que cela serait impossible. C'est pour cela que le rôle des professeurs devient de plus en plus crucial.

Les professeurs dans cette nouvelle donne devraient véritablement apprendre à apprendre, réapprendre à lire, non pas savoir lire ce qu'aujourd'hui Internet permet, mais savoir lire entre les lignes - ou plus exactement entre les pixels - de ce qui est produit par Internet.

Que la Toile devienne un instrument de liberté et pas d'aliénation des savoirs comme elle peut l'être lorsqu'elle est utilisée à mauvais escient.

FORUM DES TERRITOIRES CONNECTÉS

Conception et réalisation : Max Armanet, directeur du Forum des Territoires connectés avec Forum-Media. Direction de la publication : Christian Cardon. Secrétariat de rédaction : Daniel Simon. Conception graphique : Stéphanie Kampf. Illustrations : Luc. Remerciements à : Jean-Luc Aschard, Pascale Blossel, Morgane Boisson, Martine Canu, Bernard

Castille, Frédéric Goujon, Jean-Pierre Haigneré, Sophie Le Bricquar, Olivier Linot, Christine Lor, Edgar Morin, Jean-Louis Muscagorry, Agathe Nedellec, Dominique Poidevin, Philippe Rolland et à tous les services et les personnels de la ville de Trouville-sur-Mer qui ont rendu possible la tenue de ce Forum des Territoires connectés. Impression : Imprimerie Ouest France Imprim. Tirage : 4000 ex. Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2017.



SOLIDARITÉ ET SÉCURITÉ CONNECTÉES

Par Nicole Ameline
Députée du Calvados, Mairaine des « Femmes du numérique »

Dynamiser notre compétitivité, renforcer l'égalité des chances, garantir la parité entre les hommes et les femmes, accroître la solidarité entre les territoires et leurs habitants, assurer la sécurité de tous. Voilà les objectifs d'une politique tournée vers l'avenir. Une politique de la France ancrée dans ses territoires, ici notre Pays d'Auge, pour rayonner à l'international. Le projet est ambitieux mais avec les apports de la révolution numérique, il est plus que jamais possible.



Le numérique transforme notre planète. Outil de la mondialisation, il ouvre une nouvelle ère et donne à l'intelligence collective une dimension inédite. Bien compris, c'est l'instrument incontournable de la mise en valeur et de la protection de notre territoire. Soyons lucides, il s'agit ici, d'une mutation en profondeur de notre société dans son organisation, sa gouvernance et son modèle économique. Pour maîtriser cette révolution technologique et la mettre au service des citoyens, il faut bien comprendre qu'il s'agit avant tout d'une révolution de l'esprit. Le rôle de tous les acteurs impliqués dans la construction de l'avenir de notre Normandie et de notre Pays d'Auge est d'œuvrer pour être à l'avant-garde de ce nouveau logiciel de la pensée. Une aventure humaine qui peut rendre notre territoire plus juste, plus sûr, plus solidaire, plus prospère.

Dès lors, nous devons tout faire pour donner à notre Normandie les moyens humains et technologiques d'être à la pointe de ces innovations. Cela suppose aussi que chacun de nos concitoyens puisse accéder pleinement à l'éducation nécessaire pour vivre et tenir leur place dans une société qui change. L'expérience réussie de Digitelle en faveur des femmes, qui essaime partout en Normandie et maintenant en France et pour laquelle je me suis impliquée dès le début, témoigne que le digital peut être un formidable outil d'inclusion et de réhabilitation sociale. C'est la démonstration que notre territoire est un territoire d'innovations, d'expérimentations positives, en avance dans les services liés au numérique, comme cela a également été le cas avec le codage dans les écoles.

C'est le sens de ce Forum des territoires connectés, initiative innovante qui nous réunit et qui est appelée dès à présent à jouer un rôle encore plus important au service de nouvelles protections dans le domaine de la santé et de la solidarité, de la formation des citoyens, du dynamisme économique, de l'éthique républicaine.



LE (NOUVEAU) LEXIQUE DU NUMÉRIQUE

Par Sophie Dancourt



SOPHIE DANCOURT

Journaliste pigiste en charge depuis 2014 de la rédaction de « la Mouette », magazine de la ville de Trouville-sur-Mer, elle connaît bien le territoire et ses habitants. Diplômée de l'Université Paris X Nanterre en Information et Communication, droit et Sciences Politiques, elle découvre les métiers de la presse à VSD sous la direction de François et

Jean-Dominique Siégl. Elle se partage aujourd'hui entre la presse magazine et la presse territoriale. Formée à l'écriture web, au codage html et à l'infographie, elle pilote également le compte Instagram de la ville et a créé un blog sur la génération des femmes de 50 ans.

Avec le numérique, nous utilisons des mots dont nous ne connaissons pas toujours la signification exacte. La Mouette vous offre ce petit lexique qui complète le précédent.

ARBORESCENCE : structure de données en arbre. Il s'agit de la manière dont sont organisés les dossiers, les sous-dossiers et les fichiers d'un ordinateur personnel. Cette structure part d'une racine (le niveau 1 de l'arborescence). La racine peut contenir autant de répertoires (les branches) que nécessaire, chaque répertoire pouvant lui-même contenir autant de sous-répertoires que nécessaire, et ainsi de suite.

BUG : un bug ou bogue est un défaut de conception d'un programme informatique à l'origine d'un dysfonctionnement. La gravité du dysfonctionnement peut être bénigne ou majeure. On se souvient de la psychose du fameux bug de l'an 2000 qui faisait craindre une crise mondiale.

CHEVAL DE TROIE : un Cheval de Troie (en anglais trojan horse) est un programme informatique, limité à quelques lignes, qui effectue des opérations malveillantes à l'insu de l'utilisateur. Généralement, il donne un accès à l'ordinateur sur lequel il est exécuté en ouvrant une porte dérobée (backdoor). Il est extrêmement difficile de détecter un tel programme.

CLIC : un clic de souris est, par onomatopée, une pression suivie d'un relâchement rapide, exercée par l'utilisateur sur l'un des boutons d'une souris, ou plus généralement d'un dispositif de pointage. Le verbe correspondant est cliquer, qui désigne le fait d'opérer cette pression.

CODAGE : programmation informatique qui permet l'écriture de programmes pour développer des logiciels, des page web, et permet de donner des ordres à des machines.

COMMUNITY MANAGER : un nouveau type de collaborateur dans les entreprises, né de l'utilisation massive par les professionnels des réseaux sociaux. Le Community Manager est chargé de la gestion des pages de l'entreprise sur Facebook, Twitter, LinkedIn ou encore Instagram et Pinterest. Il a également pour mission d'établir une véritable stratégie éditoriale sur ces comptes.

CROSS CANAL : caractéristique d'une stratégie de distribution mettant à profit plusieurs canaux. Le cross canal aborde l'ensemble des canaux de distribution et d'information de manière simultanée, afin de tirer profit des interactions et des synergies qui peuvent exister entre eux.

CROWDFUNDING : littéralement « financement par la foule ». S'applique à des projets de tous types (entreprise, production artistique ou culturelle...). La mise en commun de souscriptions individuelles est relayée sur les réseaux sociaux et par les communautés sur internet. Il peut s'agir d'une forme particulière de mécénat. L'internaute contributeur peut en échange obtenir une contrepartie, un service (c'est par exemple ainsi que Wikipédia est financé et s'améliore), ou une forme particulière d'investissement. Le projet fonctionne alors comme une coopérative.

CYBER SÉCURITÉ : domaine qui rassemble des lois, des politiques, des dispositifs, des concepts et des mécanismes de sécurité, appliqués au monde numérique et utilisés pour la protection des personnes et du matériel informatique des États et des organisations. La cybersécurité, domaine, toujours en pleine croissance, est très reliée au processus de contrôle et de communication entre les personnes et les machines.

DEVICE : anglicisme utilisé couramment dans le langage informatique et internet, pour désigner tous les dispositifs, appareils ou accessoires qui complètent votre ordinateur. Par exemple, une imprimante ou une clé USB.

DIGITAL : l'adjectif digital en français signifie « qui appartient aux doigts, se rapporte aux doigts ». C'est parce que l'on comptait sur ses doigts que de ce nom latin a aussi été tiré, en anglais, digit, « chiffre », et digital, « qui utilise des nombres ». En français il faudrait lui préférer le terme numérique. C'est par facilité que digital est utilisé communément dans les deux langues. Cela reflète également la suprématie de la langue anglaise dans le lexique informatique.

DIGITAL NATIVES : un natif numérique (ou digital native en anglais) est une personne ayant grandi dans un environnement numérique. Le monde d'internet et des ordinateurs est un monde intuitif qui va de soi. Les mobiles et les applications numériques sont leurs outils d'échange.

DRONE : un drone (« faux bourdon » en anglais) est un aéronef commandé à distance, qui emporte une charge utile, destinée à des missions de surveillance, de renseignement, de combat ou de transport. Il est en général utilisé au profit des forces armées ou de sécurité (police, douane, etc.) d'un État, mais peut avoir aussi des applications civiles comme la photographie par exemple.

EBOOK : livre numérique disponible sous la forme de fichier. Il peut être téléchargé, stocké et lu sur un ordinateur personnel, une liseuse ou une tablette tactile.

GROWTH HACKING : littéralement « bidouiller la croissance ». Ensemble de techniques de marketing permettant d'accélérer rapidement et significativement la croissance (growth) d'une start-up.

HACKATON : désigne à la fois le principe, le moment et le lieu d'un événement où un groupe de développeurs volontaires se réunissent pour faire de la programmation informatique collaborative, sur plusieurs jours. C'est un processus créatif fréquemment utilisé dans le domaine de l'innovation numérique.

HACKER OU HACKEUR : qualifié de « fouineur » le pirate informatique, par jeu, goût du défi ou souci de notoriété, cherche à contourner les protections d'un logiciel, à s'introduire frauduleusement dans un système ou un réseau informatique. Parmi les plus célèbres, on peut citer « les Anonymous », groupe activiste qui revendique depuis quelques années des cyber attaques massives. Parmi leurs victimes, Daesh, le Pentagone, l'Eglise de Scientologie ou encore MasterCard.

MARKETING DIGITAL : ensemble des méthodes et des pratiques marketing sur Internet : communication en ligne (influence et réseaux sociaux), optimisation du commerce électronique, création de trafic au travers de tous supports numériques (ordinateur, téléphone mobile, lecteur de podcast, jeux vidéo et affichage dynamique).

MISE À JOUR : action ou processus qui permet de faire concorder à l'état actuel de la connaissance et du progrès les derniers développements. Cela permet d'améliorer la capacité principalement des logiciels et des systèmes.

OBJET CONNECTÉ : objet capable de communiquer des informations afin de pouvoir consulter celles-ci sur un ordinateur, un smartphone ou une tablette. Cet objet peut être connecté via le bluetooth d'un smartphone ou d'une tablette ou directement en wifi.

PARE-FEU : (appelé aussi coupe-feu ou firewall en anglais), est un système permettant de protéger un ordinateur ou un réseau d'ordinateurs des intrusions provenant d'un réseau tiers (notamment internet).

PERISCOPE : application pour appareils mobiles fonctionnant sous le système d'exploitation iOS et Android développée par Kayvon Beykpour et Joe Bernstein. Elle permet à l'utilisateur de retransmettre en direct ce qu'il est en train de filmer. Twitter a acheté cette startup pour un montant compris entre 50 et 100 millions de dollars US.

PLANTER : se dit d'un ordinateur ou d'un logiciel lorsqu'il rencontre une erreur le rendant inutilisable temporairement.

PROCESSEUR : cerveau de l'ordinateur. Il organise les échanges de données entre les différents composants (disque dur, mémoire RAM, carte graphique) et fait les calculs qui permettent que l'ordinateur interagisse avec l'utilisateur et affiche son système à l'écran. Sa puissance est exprimée en Hz.

PROTECTION DES DONNÉES : les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de l'établissement, responsable du traitement.

Par ailleurs, une durée de conservation doit être établie en fonction de la finalité de chaque fichier. Ce qui induit la notion essentielle de droit à l'oubli, difficile à mettre en œuvre concrètement sur le web.

PURE PLAYER : entreprise qui exerce son activité uniquement sur Internet. Il existe des pure player commerciaux, comme Amazon, ou d'information, comme Mediapart. Ces sites d'informations diffusent leur contenu exclusivement en ligne, sans support imprimé.

RÉALITÉ AUGMENTÉE : ce sont toutes les interactions entre une situation réelle et des éléments virtuels tels que la 3D, des images 2D ou de la géolocalisation. Elles s'établissent via des smartphones, tablettes ou ordinateur équipés d'applications et de web cam.

RÉSILIENCE NUMÉRIQUE : capacité d'un système ou d'une architecture réseau à continuer de fonctionner en cas de panne. D'après le rapport annuel de Vision Solutions les entreprises ne sont pas assez préparées à fournir de la résilience pour leurs plates-formes informatiques compte tenu notamment de la prédominance des datacenters hybrides et de l'adoption croissante du Cloud.

(RE)BOOTER : booter est une francisation du verbe anglais « to boot » (amorcer) qui signifie démarrer. Démarrer un ordinateur ou le redémarrer lorsqu'il a planté par exemple.

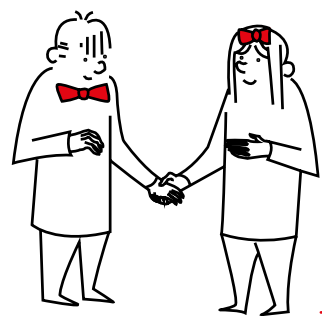
RESPONSIVE DESIGN : ce terme désigne la capacité d'un site web à s'adapter au terminal sur lequel il est affiché. Avec un seul développement - forcément plus long, complexe et... cher -, il permet d'afficher parfaitement un site sur un PC, une tablette ou un smartphone. C'est, aujourd'hui un impératif.

SAUVEGARDE : procédure de protection des informations contenues dans un système informatique, par copie des données sur tous supports appropriés.

SERVEUR : ordinateur dédié à l'administration d'un réseau informatique. Il gère l'accès aux ressources et aux périphériques et les connexions des différents utilisateurs.

UBÉRISER : subir le même sort que les chauffeurs de taxi, subitement concurrencés par les véhicules de tourisme avec chauffeur d'Uber. Un phénomène nouveau, bousculant les codes et l'organisation du travail. L'uberisation d'un secteur est défini par l'irruption d'un nouvel acteur, qui bouscule tout sur son passage et devant lequel les entreprises traditionnelles et bien installées, dans un premier temps impuissantes et déboussolées, sont obligées de s'adapter.

WEAREABLE : terme anglais qui désigne un vêtement ou un accessoire intégrant de l'informatique et de l'électronique. On peut traduire ce terme en français par « technologie portable ». Les wearables font partie de la famille des objets connectés.



LA SOLIDARITÉ, FACTEUR MAJEUR DE LA SÉCURITÉ ?

Par Cynthia Fleury



CYNTHIA FLEURY

Psychanalyste et philosophe, née en 1974, elle enseigne en qualité d'Associate professor à l'American University of Paris 3 et est également chercheur associé au Museum national d'histoire naturelle.

Elle est membre fondatrice du Réseau international des femmes philosophes, parrainé

par l'Unesco, ainsi que du Collectif Roosevelt. Elle fut présidente et est actuellement vice-présidente d'EuropaNova, ainsi que présidente de son comité d'orientation. Elle est membre du conseil stratégique de la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme.

En tant que psychanalyste, elle est membre de la cellule d'urgence médico-psychologique SAMU de Paris. Elle a été nommée en 2013 membre du Comité consultatif national d'éthique, dont elle est le plus jeune membre. Elle siège également au comité scientifique du Haut Conseil des biotechnologies.

Elle a publié « Les irremplaçables » (Gallimard 2015).

Une ville, un territoire, ne sont pas simplement protégés par les forces de l'ordre. La sécurité est bien sûr une émanation de l'ordre, notamment policier, mais aussi d'un ordre plus « ouvert », celui-là même produit par les liens sociaux, par leur qualité. Protéger la sécurité de chacun dans la ville renvoie à une combinaison de procédures et d'inventions. C'est tout un art. Et l'une des façons de créer un sentiment sécuritaire est de créer chez les citoyens qui traversent la ville un sentiment capacitaire : non pas une ville qui les écrase par ses inégalités outrancières, non pas une ville qui fait d'eux des invisibles pour mieux cesser de les reconnaître socialement, non pas une ville qui ne permet aucune appropriation équitable de l'espace public... mais une ville qui répond en partie à l'espérance qui les anime.

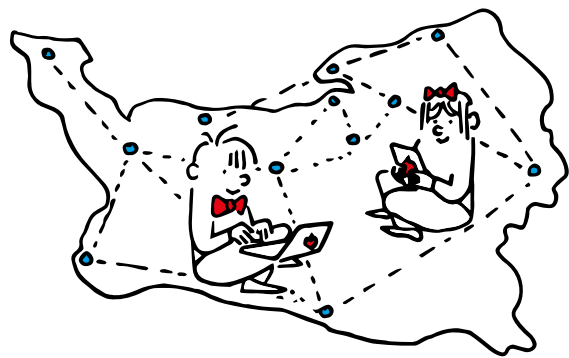
Dans l'enfance, écrit Winnicott (1957), la mère donne « des raisons de croire que le monde est un lieu dans lequel existe l'espoir de trouver l'équivalent de ce qui est attendu, imaginé et nécessaire ». Non, bien sûr, une ville n'est pas une mère et tous les défenseurs de la vision paternaliste de l'État vont hurler. Mais il y a dans ce qu'exprime le psychiatre et psychanalyste un point essentiel qui est celui du soin porté à autrui pour que ce dernier ait la capacité et le désir d'embrasser le monde. La ville doit « donner des raisons de croire que le monde est un lieu dans lequel existe l'espoir ».

C'est pour cette raison qu'une ville n'est pas que la résultante de l'ordre mais aussi celle de la création. La réalité de la ville, c'est une affaire d'art, d'invention des hommes, de beauté, d'immatérialité, de sublimation, de résilience, de résistance aux rémanences de la domination et de lutte sociale pour ne pas renforcer les vulnérabilités existantes.

« I got a pocket full of dreams / Baby, I'm from New York / Concrete jungle where dreams are made of / There's nothing you can't do / Now you're in New York / These streets will make you feel brand new / Big lights will inspire you / Hear it from New York, New York, New York » chante Alicia Keys, et dans sa voix mélodieuse, sa détermination est indissociable des paysages de New York, ville qui a inspiré si fortement nos imaginaires. Ce sont là les mégaloïdes d'aujourd'hui, mais pas seulement. New York est une ville, à la dureté sans pareil, et qui pourtant se dessine telle une ville-providence, une ville capable de cristalliser nos attentes. Certes, pas un paragon de la sécurité, tant elle est de plus en plus inégalitaire, mais malgré cela, la littérature et les humanités la portent encore au firmament. Retournons à Hugo, et à Paris, qui exprime quelques siècles auparavant la même confiance dans la ville, cette fois-ci française. L'auteur en fait la ville-Lumière par excellence, la ville où tout commence, la ville où il est possible de créer des commencements. Telle est Paris, « tas de boue et de pierres si l'on veut, mais, par-dessus tout, être moral. (...) Le cri : Audace ! est un Fiat Lux. (...) Tenter, braver, persister, persévérer, (...) prendre corps à corps le destin, étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait, tantôt affronter la puissance injuste, tantôt insulter la victoire ivre, tenir bon, tenir tête ; voilà l'exemple dont les peuples ont besoin, et la lumière qui les électrise ».

Tous les smart grids, les normes HQE, la connectivité des espaces publics, tout cela compte et comptera bien sûr demain. Il n'en demeure pas moins que le sentiment capacitaire passera toujours par la nécessité de ne pas subir la mobilité, mais de la désirer, de l'accompagner, de l'orienter en fonction de ses singularités. L'être moral qu'est la ville nous soutient et nous fait envisager un double souci, celui de soi et celui des autres. Les villes ne sont pas simplement des constructions urbaines, voulant concilier toutes les injonctions contradictoires. Disons que si elles ne sont que cela, les édifices de la raison instrumentale, elles deviennent invivables, simplement inhabitables.

Habiter, écrit Heidegger, dans sa conférence de 1951, n'est pas une fonction parmi d'autres. De la même manière que Jankélévitch définit le courage comme une valeur cardinale qui rend opérationnelle les autres vertus, habiter est un principe cardinal qui permet de faire tout le reste, de travailler, de transformer le monde, de se sentir reconnu et apaisé, de se mouvoir sans se percevoir comme exilé. Habiter demeure un « nodal » pour l'homme. Et c'est en préservant, coûte que coûte, l'habitat des hommes que les villes, les territoires, resteront la matrice de l'avenir.



COMMENT FINANCER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ?

Par Sophie Gaugain

SOPHIE GAUGAIN

Originaire de Dozulé, dont elle est maire depuis 2008. A 25 ans, elle devient chargée des relations avec le Parlement auprès de Nicole Ameline, alors ministre de la Parité et de l'Égalité professionnelle.

Puis, elle occupe les fonctions de conseiller parlementaire de Xavier Bertrand en 2005 au Ministère de la santé, des personnes âgées et handicapées,

puis au Ministère de la santé et du travail. Elle sera ensuite chargée des relations avec les élus au sein de l'UMP.

A 41 ans, elle se spécialise dans les collectivités locales et l'aménagement du territoire. Elue conseillère régionale en 2010, elle est devenue entretemps présidente de la communauté de communes Copadoz. Sa passion pour les territoires, sa ténacité dans la conduite des projets et l'attachement à ses racines normandes la poussent à s'engager aux côtés d'Hervé Morin pour la Normandie. Elle est réélue conseillère régionale en décembre 2015 et devient 1^{ère} vice-présidente de la Région Normandie en charge du développement économique.

Une terre d'innovation, un vivier d'entreprise, un territoire « pro-business » : la nouvelle Normandie est déjà et sera toujours plus LE territoire pour créer et entreprendre ! Cette ambition que nous portons et que nous mettons en œuvre depuis une année déjà, l'équipe de la Région Normandie la partage avec tous les acteurs du développement économique. Elle la construit méthodiquement, sans relâche, avec énergie.

La voie choisie est celle du développement, des solutions, contre celles omnibulées par les problèmes, conception décliniste, frileuse et inefficace. C'est la voie lucide de ceux qui misent sur leurs atouts sans ignorer leurs faiblesses, leurs défauts.

Un projet de développement économique pour le territoire ne peut être sans âme et sans sentiment. Au contraire, en remettant l'humain en premier, ils en sont forces motrices. C'est dans cet esprit que nous harmonisons, simplifions, innovons dans les dispositifs régionaux au service des entreprises à chacune des étapes de leur vie. Ainsi, pour les Normands, la fierté et la confiance retrouvée dans leur savoir-faire, dans leur travail, dans leurs entreprises, dans les lieux de connaissance, de recherche et d'innovation, prouvent jour après jour qu'elles ne sont pas étrangères à l'économie, au contraire elles lui sont indispensables.

C'est dans cet esprit que nous avons fait d'un document administratif, le Schéma Régional de Développement Economique et d'Internationalisation un document politique au sens noble du terme. Au SRDEII, nous avons ajouté le « E » entreprise, SRDEIIE, et nous l'avons conçu en lien avec le schéma sur l'enseignement supérieur et la recherche, car c'est tout l'écosystème de l'entreprise qui est en jeu ; il faut rendre le contexte favorable, en amont et en aval.

Il nous faut préparer la Normandie à l'horizon international et digital. Il imprègne en même temps le quotidien et l'activité très proche, très locale. C'est une des grandes particularités de notre temps. Chaque entreprise, chaque lieu d'activité, chaque lieu de création, construit son avenir ici, dans sa commune, et également en regardant vers le monde.

La Normandie, comme toutes les régions de France et d'Europe, a connu, dans le siècle passé, de très profondes métamorphoses. Des activités sont nées, d'autres ont périclité, des modifications et changements considérables ont eu lieu. La Normandie a connu son lot de restructurations et de pertes, mais elle a su aussi transformer son tissu d'activités, lui donner des forces, en faire de superbes atouts. Nous avons un ensemble économique fait de transitions et déjà d'amorces d'écosystèmes où innovations, recherche et entreprises ont su créer de nouvelles dynamiques de réussite. Impulser la transition, développer des écosystèmes innovants et favorisant, voilà le but. Voilà l'identité économique que nous construisons.

Ces orientations se traduisent dès aujourd'hui en actions et nouveaux dispositifs « ADN », impulsions, Normandies participation, renforcement et contractualisation avec les filières stratégiques normandes, ARME...). Ce qui guide nos paramètres de décisions ? La culture de l'efficacité et du résultat afin d'accueillir les industries du futur et de construire un avenir économique pour la Normandie et pour tous les Normands.

LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DOIT PASSER PAR L'HUMAIN POUR RÉUSSIR

Par Claude Le Bars

A l'heure où le numérique transforme la société et l'économie, le secteur de la banque-assurance adapte son modèle pour répondre aux nouveaux usages et anticiper les changements. Quels sont les nouveaux modèles de financement ? Quels sont les enjeux pour notre territoire ?

PROPOSER DES SERVICES HUMAINS ET DIGITAUX, N'EST-CE PAS FAIRE LE GRAND ÉCART ?

Le Crédit Agricole fait le pari d'une banque 100% humaine, 100% digitale. Avec notre réseau d'agences, nous répondons aux besoins d'expertise de nos clients en proximité tout en intégrant des services numériques de pointe et en leur proposant une complémentarité entre ces différents canaux. Pour nous, la révolution numérique doit passer par l'humain pour réussir.

COMMENT ÉVOLUENT LES FINANCEMENTS ?

Banque leader, nous nous devons d'être innovants en matière de financement. Nous proposons toujours des prêts classiques aux particuliers comme aux entreprises (1) mais les financements évoluent sous différentes formes. Nous mettons en place, par exemple, une grille d'analyse et des process spécifiques pour les prêts destinés aux jeunes pousses et aux projets structurants de notre territoire. Par ailleurs, nous créons un fonds visant à investir directement au capital des sociétés innovantes régionales. Nous finançons aussi des projets via des fonds régionaux ou des plateformes d'Initiatives locales (prêts d'honneur). Au-delà du financement, nous proposons un accompagnement à travers différents dispositifs (Village by CA dédié à l'agriculture connectée, Café de la création...).

QUELS SONT LES ENJEUX DE CETTE ÉVOLUTION ?

Nous continuons d'inventer le modèle de demain. Notre croissance est toujours liée à celle de notre territoire dans ce contexte de forte transformation. En donnant les moyens aux acteurs locaux de réaliser leur projet, nous contribuons au développement économique et à la création d'emploi. Tout ceci doit se faire en garantissant la sécurité des données à nos clients. A ce titre, le Crédit Agricole s'est doté d'une charte fondée sur les principes de loyauté, d'éthique, de transparence et de pédagogie.

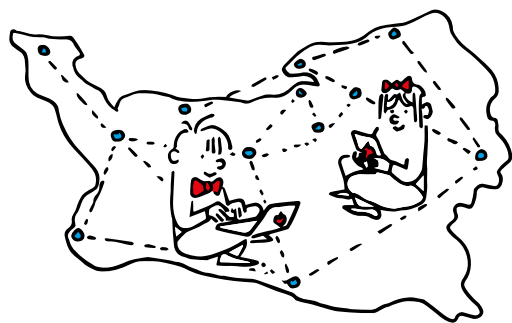
(1) 2,6 milliards de crédit ont été octroyés en 2016.

CLAUDE LE BARS



Ingénieur en agriculture de formation, Claude Le Bars est aussi titulaire d'un DESS Administration des Entreprises de l'IAE de Toulouse et diplômé de l'Institut Technique des Banques (ITB).

Après avoir démarré sa carrière en 1990 à la Caisse Régionale du Finistère d'où il est originaire, il rejoint le conseil de direction du Crédit Agricole des Savoie en 2003. Il y exerce différents métiers (Marketing, crédit, DRH...) avant de rejoindre le Crédit Agricole Normandie en septembre 2014 en tant que Directeur Commercial.



COMMENT FINANCER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ?

Par Patrice Bégay et Marie Poussin

En quatre ans, Bpifrance est devenu le partenaire incontournable et optimiste des entreprises dans tous leurs projets de croissance en leur proposant, de manière simple et regroupée, différentes solutions : financement, garantie, investissement, assurance export...

Banque de place, Bpifrance agit au cœur des territoires (47 implantations régionales). Dans la très dynamique région normande, Bpifrance accompagne plus de 3 700 entreprises.

« Entrepreneurs, faites-nous banquer », « Entrepreneurs, vous envoyez du bois, nous envoyons du blé », notre communication se veut décalée car Bpifrance n'est définitivement pas un partenaire bancaire comme les autres. Par exemple, il propose un véritable programme d'accompagnement aux entrepreneurs afin d'accélérer la mise en œuvre de leurs projets de transformation et de développement.

C'est une évidence, la révolution numérique est indispensable pour rester compétitif, or certaines PME font parfois un blocage par rapport au digital. Qu'à cela ne tienne, nous mettons en place dans les entreprises des diagnostics « transformation digitale » ou « big data » !

Nous avons besoin d'un changement culturel majeur pour que l'innovation puisse prendre une place décisive dans l'économie de notre pays. Bpifrance entend jouer un rôle moteur dans ce processus. Il est essentiel, en effet, que les entrepreneurs fassent de l'innovation, au même titre que l'international, un pilier de leur stratégie, au service de la croissance de leurs entreprises, de la création d'emplois et de la compétitivité du pays. Bpifrance est fier d'accompagner les entrepreneurs français car entreprendre, c'est changer le monde et servir l'avenir.

L'aventure c'est la France !



MARIE POUSSIN

Normande d'origine, Marie POUSSIN est diplômée de l'EM Normandie et de l'IAE de CAEN. Elle évolue au sein de la banque publique et accompagne les entrepreneurs de la région Ouest depuis plus de 10 ans. Chargée d'affaires de l'établissement Oseo à Caen, puis à Rennes, puis au Mans. Fin 2012, l'éta-

blissement amorce sa mutation vers la Banque Publique d'Investissement, aujourd'hui Bpifrance. Elle aura eu à mettre en place notamment le préfinancement du CICE, et gérer diverses crises économiques.

Nommée Directrice Régionale de Caen au 1^{er} janvier 2017 Marie POUSSIN représente Bpifrance sur les départements de l'Orne, de la Manche et du Calvados.

Sa mission est de développer l'économie régionale, en participant activement, aux côtés de la région et des acteurs bancaires, au financement des investissements du territoire et ce à toutes les étapes de la vie de l'entreprise (création, transmission, innovation, international, développement).



PATRICE BÉGAY

Directeur exécutif de BPI France, il débute sa carrière en 1989 au sein du groupe Générale des Eaux / Canal Plus où il participe à la création de la chaîne Eurosport. Après avoir intégré France Telecom en 1992 en tant que directeur des Opérations Commerciales de France Telecom Câble, il devient

directeur de la Communication de Wanadoo en 1998, qu'il accompagne dans son entrée en bourse. En 2003, Patrice Bégay contribue à la naissance de l'opérateur intégré Orange et assure la coresponsabilité du projet de rebranding du groupe. En 2007, il participe à la création de la chaîne d'information internationale France 24 où il occupe les fonctions de directeur général de la filiale commerciale. Il est ensuite nommé vice-président exécutif de l'Audiovisuel Extérieur. Il y a mis en place une stratégie commerciale d'innovation, de diversification des supports et des langues.

Il est nommé membre du Comité exécutif de Bpifrance, directeur de la Communication et de Bpifrance Excellence en 2013.

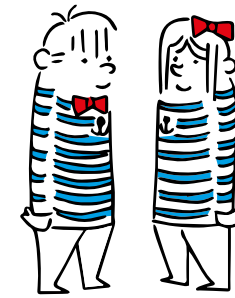
Orange en Normandie



- Plus de 3 000 salariés
- Pôle de recherche Orange Labs à Caen (300 salariés)
- Recrutement de 100 salariés en 2015 en CDI et autant en 2016.
- Accueil de plus de 200 alternants
- Plus de 350 emplois chez nos partenaires dans le domaine de l'intervention et de la production réseaux

- Plus de 400 K€ versés au titre de la taxe d'apprentissage
- Orange, réseau mobile numéro 1 en France pour la 6ème fois consécutive selon l'ARCEP
- Un data center à Val-de-Reuil
- 38 boutiques Orange dont 7 Smart Store
- Soutien à l'éco-système numérique

Données au 31/12/2016



QUELLE PLACE POUR LA RIVE GAUCHE DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE ?

Par Léa Lassarat



LÉA LASSARAT

Léa Lassarat, la nouvelle Présidente de la CCI Seine Estuaire, est connue pour être attachée à son territoire. Membre du bureau de la CCI du Havre en 2010 puis Présidente de la délégation du Havre en 2016, présidence qu'elle conserve ; elle possède une vision régionale et une forte implication dans les sujets stratégiques dont l'attractivité du territoire.

Chef d'entreprise dynamique, Léa Lassarat s'est lancée dans la restauration avec l'ouverture de deux restaurants en 2013 (Les Maisons de Léa, Honfleur) et en 2015 (Les Enfants Sages, Le Havre) après avoir dirigé pendant 11 ans l'entreprise familiale, Interior's où elle a occupé différentes responsabilités, notamment sur le développement international.

Léa Lassarat s'attache à ce que la CCI Seine Estuaire soit un espace de rencontre et de dialogue, pour conduire ensemble, des actions territoriales et régionales. Elle veille au maintien d'un service de proximité aux entreprises de l'ensemble du territoire de Seine Estuaire grâce aux 3 délégations du Pays d'Auge, de Fécamp-Bolbec et du Havre.

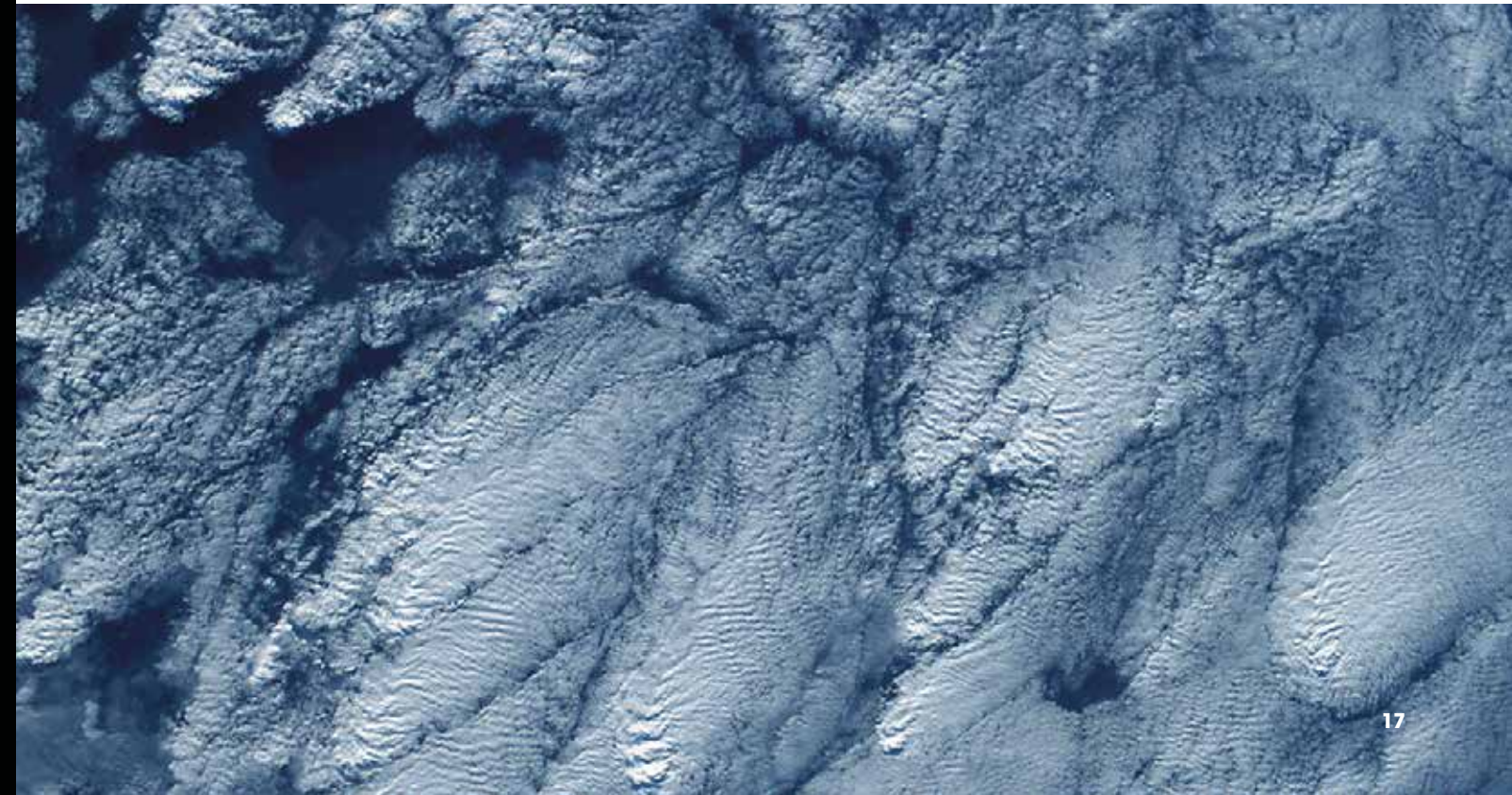
Incarner totalement la diversité du développement économique des deux rives, c'est la raison d'être de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Seine Estuaire créée en janvier 2016 par la fusion des CCI du Havre, de Fécamp-Bolbec et du Pays d'Auge.

Le pont de Normandie, voulu par la CCI du Havre et ouvert il y a 20 ans maintenant, a permis d'irriguer la rive gauche et de diffuser la croissance de façon plus équilibrée et harmonieuse dans le respect de la diversité des deux rives.

Avec sa qualité de vie et ses espaces préservés la rive gauche dispose aujourd'hui d'atouts indéniables pour séduire les touristes mais aussi accueillir des activités tertiaires et de service. L'ouverture au mois d'octobre prochain à Honfleur du centre des marques Normandy Outlet en est un exemple concret. Il nous reste à renforcer les outils de formation pour permettre aux habitants de la région de bénéficier pleinement des opportunités offertes par ces implantations.

Enfin la couverture haut débit et le développement d'espaces de coworking et de fablab doivent venir mailler de façon plus complète le pays d'Auge. Cela facilitera la création d'entreprises et renforcera l'attractivité de notre territoire qui a besoin de ce type d'outil pour permettre aux nouvelles formes de travail de s'épanouir.

La CCI est totalement mobilisée pour participer à cette dynamique. À la fois avec ses écoles et centres de formation mais aussi avec l'ouverture de deux espaces de coworking au Havre et à Lisieux.





LE TOURISME, CLÉ DU DYNAMISME CULTUREL ET COMMERCIAL RÉGIONAL ?

Par Marie-Agnès Poussier-Winsback



MARIE-AGNÈS POUSSIER-WINSBACK

En 2017 Marie-Agnès Poussier-Winsback est élue Présidente de la nouvelle agglomération Fécamp Caux Littoral après la fusion des intercommunalités de Fécamp et de Valmont un an après avoir été élue à la 5^{ème} Vice-Présidence de la Région Normandie, chargée du tourisme, de l'attractivité du territoire et du nautisme.

Agée de 49 ans, mère de trois enfants, elle commence son

engagement politique en 1989 chez les jeunes RPR, devenus aujourd'hui Les Républicains.

De 1998 à 2004 et de 2010 à nos jours, ce professeur d'économie et de communication au Havre est élue conseillère régionale de Haute-Normandie. Elle se présente en 2007 aux élections législatives dans la 5^{ème} circonscription de Seine-Maritime. Elle a été de 2001 à 2014, conseillère municipale de l'opposition dans la ville de Fécamp. Assistante parlementaire et enseignante. Depuis le 5 avril 2014, elle est maire de Fécamp, pfaisant ainsi basculer la ville à droite après 25 ans de municipalité socialiste. Le 18 avril 2014, elle est alors élue Présidente de la Communauté de Communes de Fécamp qui est devenue depuis le 1^{er} janvier 2015, la communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral. Marie-Agnès Poussier-Winsback est aussi membre du bureau politique des Républicains.

AU CŒUR DU DYNAMISME DE LA NORMANDIE

Le tourisme est une activité économique de tout 1^{er} plan en Normandie. La consommation touristique représente 5,7 % du PIB régional et 3,2% de l'emploi global normand.

C'est un secteur économique très dynamique, à l'affût de toutes les innovations. Malgré les difficultés financières, malgré toutes les menaces et toutes les tragédies, la plupart des ménages, en France comme à l'étranger ont préservé ce poste de dépenses. Les professionnels et les collectivités continuent donc d'investir et d'innover pour conquérir de nouveaux marchés et renouveler l'intérêt des clients fidèles.

Le tourisme se nourrit de toutes les richesses d'un territoire. Il les sublime, les donne à voir et à comprendre. Les sites culturels normands (musées, jardins, châteaux...) reçoivent ainsi 16 millions de visites chaque année.

Le tourisme est une activité non délocalisable, complètement connectée aux territoires, mais c'est aussi un facteur essentiel de lien intergénérationnel et interculturel.

La destination Normandie a la chance de disposer d'offres uniques qui fondent sa notoriété mondiale comme le Mont-Saint-Michel (1^{er} site pour le nombre de visiteurs hors Paris), le tourisme de mémoire (près de 5 millions de visites chaque année), l'Impressionnisme (plus de 600 000 visiteurs dans les Jardins de Claude Monnet) ou le patrimoine médiéval.

Le tourisme concourt de façon remarquable à l'attractivité de la Normandie et contribue ainsi au dynamisme de tout le territoire.



NICOLAS GUY

Nicolas Guy, CEO de SoyHuCe - créée en 2013 - est ingénieur diplômé de l'ESTACA, docteur en mathématiques appliquées sur l'orientation automatique des satellites. Il a mené son doctorat à l'ONERA pour le compte de Thales. Au cours de sa thèse, Nicolas Guy travaille sur des méthodologies pluridisciplinaires. Il y acquiert une vision flexible et globale dans le développement d'algorithmes et de procédures de résolution de problèmes.

Il développe une première application qui facilite l'utilisation des transports en commun pour les usagers : « wikigo », primée à l'European Satellite Navigation Competition en 2011 et au concours régional d'innovation « Y a d'idée » (Normandie 2012). Nicolas Guy a suivi une formation entrepreneuriale à HEC en gestion, analyse financière et financement de l'innovation. Il poursuivra le développement de « Wikigo » avec le soutien de Normandie Incubation, l'incubateur régional d'entreprises de technologies innovantes et d'une aide de la Banque Publique d'Investissement.



MICHEL SUDARSKIS

Il est secrétaire général de l'association internationale du développement urbain - INTA - à La Haye. À ce titre, il dirige le programme d'échange et de transfert de savoir-faire dans la plupart des domaines du développement urbain: villes nouvelles, régénération urbaine, mobilité, stratégies métropolitaines, clusters, créativité et innovation pour la ville, logement et service urbains etc. Il a commencé sa carrière

avec la politique régionale de la région parisienne. Puis il rejoint à Milan l'Institut international de gestion de la technologie comme responsable de la politique de transferts technologiques pour le développement urbain. Pendant plus de dix ans, il a administré les programmes civils de coopération scientifique, environnementale et sur les enjeux de la société moderne de l'OTAN à Bruxelles.

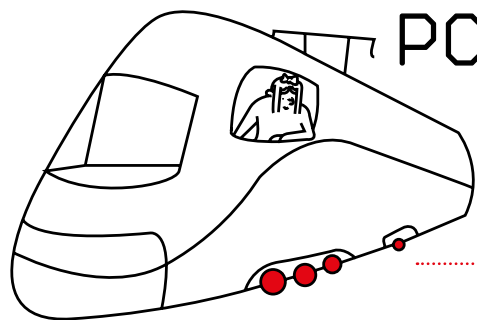
UN PROJET DE TERRITOIRE GLOBAL

Par Michel Sudarskis

S'interroger sur le tourisme comme clé du dynamisme local c'est revisiter des notions récurrentes : le cluster de l'offre touristique, le volume et la valeur du marché, la participation des habitants, la simplification des circuits de promotion et de prise de décision, positionnement et image de la destination et du produit... Ces interrogations dans un monde en mouvement convergent vers un autre modèle économique profondément influencé par la généralisation du numérique.

Le tourisme est d'abord **un projet de territoire** qui s'articule sur plusieurs impératifs dont les mots clés sont : repositionnement, requalification, diversification et innovation. Dans un contexte de changement, le tourisme a la capacité à générer de l'emploi (plus ou moins supérieur plus ou moins permanent), à créer de l'identité, d'impulser une dynamique d'aménagement et d'attractivité. Pour tenir ce rôle le tourisme doit innover et s'adapter aux évolutions démographiques, des comportements et des pratiques, à la prise en compte des contraintes du développement durable, notamment aux dimensions immatérielles : formation, qualité de l'accueil, information.

La politique de tourisme se déploie sur des dimensions multiples. Le tourisme est **social** car le visiteur souhaite participer de manière responsable à la promotion d'un produit ou d'une destination, d'interagir avec les professionnels locaux et d'éventuellement devenir un ambassadeur de la marque, de l'offre ou de la destination. Le tourisme est **global** car le touriste s'attend à trouver toute l'information du lieu qu'il visite. Le touriste est **mobile** donc infidèle et utilise sa panoplie digitale pour faciliter ses déplacements, enrichir son expérience ou se renseigner. Le périmètre du tourisme est bien plus large que la seule hôtellerie ou le service d'un opérateur. Le tourisme couvre des dizaines de filières imbriquées et le numérique a pour fonction d'optimiser et de donner sens et cohérence à cette grappe de compétences.



POURQUOI LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT FACILITENT LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ?

Par Jean-Baptiste Gastinne



JEAN BAPTISTE GASTINNE

Ce professeur agrégé d'histoire-géographie au lycée François 1^{er} du Havre, Docteur en histoire de l'université Paris IV Sorbonne est né en 1967. Il vient de publier « Le Havre 1517-1789, histoire d'une identité urbaine ».

Ce livre sur les trois premiers siècles de l'histoire du Havre aux Presses Universitaires

de Rouen et du Havre, montre que la ville portuaire créée par François 1^{er} est d'abord une œuvre politique avant d'être une réussite portuaire, maritime et économique.

Élu au conseil municipal du Havre en 2008, au conseil régional de Haute-Normandie en 2010, il est aujourd'hui vice-président de l'agglomération havraise pour le développement économique, le tourisme et l'enseignement supérieur et depuis 2016, vice-président de la Région Normandie en charge des transports.

Q uoi de mieux que le train pour relier et connecter les territoires ? Deux cents ans après son invention, le chemin de fer reste un des moyens les plus sûrs, les plus rapides et les plus efficaces pour répondre aux besoins croissants en mobilité des populations. Un des plus respectueux de l'environnement aussi.

Chacun en convient : la Normandie, véritable laissée-pour-compte du réseau de lignes à grande vitesse, a été la grande oubliée de la modernisation du rail dans notre pays. Depuis longtemps, la faiblesse du niveau de service empoisonne la vie de nombreux Normands et constitue un handicap majeur non seulement pour l'attractivité de la Région mais aussi pour son développement économique et touristique.

Enfin réunifiée, la Normandie ne pouvait plus se permettre de subir cette situation ou d'attendre un miracle qui, de toutes les façons, ne viendrait pas. A l'initiative d'Hervé Morin, avec le concours de l'Etat et de la SNCF, nous avons mis en œuvre une solution audacieuse et innovante, une solution copiée maintenant dans plusieurs autres régions de France et qui produira ses premiers effets d'ici trois ans.

La Normandie deviendra alors autorité organisatrice des grandes lignes normandes, Paris-Rouen-Le Havre, Paris-Caen-Cherbourg, avec la desserte de Deauville-Trouville, et Paris-Granville. Les infrastructures auront été modernisées pour un montant d'environ 500 millions d'Euros. Les voyageurs circuleront dans des trains neufs (700 millions d'Euros) qui auront remplacé les vieux trains Corail à bout de souffle et qui offriront un confort, un niveau d'équipements et une qualité de service proches de ce qu'ils peuvent trouver à bord des TGV. Enfin, ces trains seront entretenus, non plus à Clichy-Saint-Lazare, mais en Normandie, dans de nouvelles installations de maintenance construites à cet effet grâce à un investissement de près de 100 millions d'Euros.

La solution adoptée redonne un avenir ferroviaire à la Normandie, un horizon d'espoir moins éloigné que le projet de Ligne Nouvelle Paris Normandie, même si la LNPN reste le seul moyen d'accroître les capacités de transport tant pour les voyageurs que pour les marchandises qui transitent par les grands ports de la Région.



RÉGIS BINET

D'origine normande, Régis BINET, 56 ans est né à Saint-Lo dans la Manche. Après des études de gestion à Caen et plusieurs emplois de responsable administratif dans deux sociétés industrielles, il est nommé en 1995 à la Direction Générale de BERNASCONI TP, PME familiale de Travaux Publics basée dans la Manche.

Impliqué dans le syndicalisme professionnel des Travaux Publics, il est successivement Président de la Commission Formation, Président du centre de formation ETPN à Alençon, puis Vice-Président de la FRTF pour la Basse-Normandie. Enfin en 2016, il est nommé Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics de Normandie.

Par Régis Binet

La révolution numérique bouleverse notre mobilité et nos comportements au quotidien. Dans le transport collectif comme pour la mobilité individuelle, elle facilite les déplacements en multipliant les services (recherche d'itinéraires, du mode de déplacement le plus rapide, possibilité de covoiturage ...) tandis que le véhicule connecté devient peu à peu une réalité.

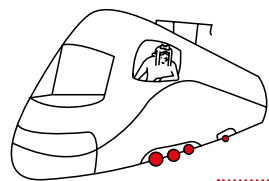
Dans ce contexte, l'idée que la révolution numérique ouvre une nouvelle ère d'échanges virtuels et qu'elle nécessitera par conséquent de moins en moins d'infrastructures réelles est communément répandue. Or, rien n'est plus inexact aujourd'hui et c'est même l'inverse que nous devons affirmer : l'essor des

nouvelles technologies ne freine en aucun cas la mobilité mais l'encourage bien au contraire : les nouvelles applications numériques permettent en effet bien souvent aux usagers d'optimiser leurs déplacements et de les effectuer au meilleur prix. Par conséquent, à quoi serviront les nouvelles applications de mobilité si elles ne peuvent s'appuyer sur des réseaux de transport physique efficaces et de qualité ? A l'heure où le numérique nous fait entrer dans une culture de l'instantanéité, le citoyen est en effet de moins en moins enclin à accepter que les offres de mobilité reposent sur des infrastructures vétustes, sources de retard et d'incertitudes.

Il en va de même pour la logistique : le formidable essor du commerce en ligne de ces dernières années dépend dans une large mesure de la logistique permettant de livrer le consommateur au plus vite : les grands réseaux de transport mais aussi l'accès au dernier kilomètre en milieu urbain prennent alors toute leur dimension stratégique pour éviter d'éventuels goulots d'étranglement dans l'ensemble de la chaîne.

Enfin, le développement de nouveaux usages de mobilité (covoiturage, déplacements multimodaux ...) a besoin d'être accompagné par des infrastructures adaptées : aires de covoiturage, pôle intermodaux modernes et performants, parcs relais en sont quelques exemples ... Rendre les transports plus intelligents passe ainsi par le développement de nouvelles infrastructures et l'adaptation de réseaux existants afin de les rendre agiles et communicants : la multiplication des flux, des connexions, l'arrivée des véhicules autonomes demandent des échanges de données permanents entre les infrastructures et leurs usagers. Dans ces domaines du big data et de l'internet des objets, les perspectives en termes d'innovations restent immenses.

Pour conclure, les infrastructures de transport doivent être regardées non seulement comme des facilitateurs de la révolution numérique mais surtout comme une de ses conditions sine qua non : sans infrastructures de qualité et adaptées aux nouveaux usages, l'essor des nouveaux services permis par le numérique ne pourra se faire de façon harmonieuse et durable ...



POURQUOI LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT FACILITENT LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ?

Par Jean-François Sanchez

Les infrastructures de transport et les technologies numériques entretiennent des rapports de plus en plus étroits. Un rapprochement qui s'accroît au fur et à mesure que l'on passe du transport des personnes et des biens, à la facilitation, l'optimisation et la gestion de la mobilité à travers des systèmes de transport intelligents. La mobilité se construit de moins en moins sur un rapport aux infrastructures et à ceux qui les exploitent, et de plus en plus sur une relation de service avec des fournisseurs d'accès à la mobilité, institutionnels ou nouveaux venus issus de la sphère internet (désintermédiation).

Cette mobilité « intelligente » se développe à la convergence :

- d'avancées scientifiques et techniques qu'accompagne une évolution des expertises et des métiers : Big Data, algorithmes, réseau des réseaux, technologies de l'information et de la communication, infrastructure et véhicule connectés, systèmes coopératifs, véhicules autonomes...

- d'une évolution des comportements sociaux rendus possibles par les technologies numériques : nouveaux usages (services de mobilité et mobilité des services), mobilité virtuelle (télétravail, tiers lieux), nomadisme modal, préoccupations environnementales...

Parallèlement, les infrastructures de transport deviennent donc aussi intelligentes. Leur nature capitaliste et le fait qu'il devient difficile d'en construire de nouvelles, pour des raisons à la fois économiques, environnementales et spatiales, appellent en effet une meilleure utilisation des réseaux existants, une gestion optimisée de leur capacité et une connexion des réseaux entre eux. Autant de domaines dans lesquels la « révolution numérique » fleurit, y compris quand il s'agit de mieux entretenir les infrastructures et de réduire les dépenses d'exploitation.



JEAN-FRANÇOIS SANCHEZ

Chef de la mission transport au service de la recherche du Ministère de l'Écologie jusqu'en 2016, il y a animé, au niveau national et européen, des programmes de recherche en transport dans des domaines aussi variés que les politiques publiques,

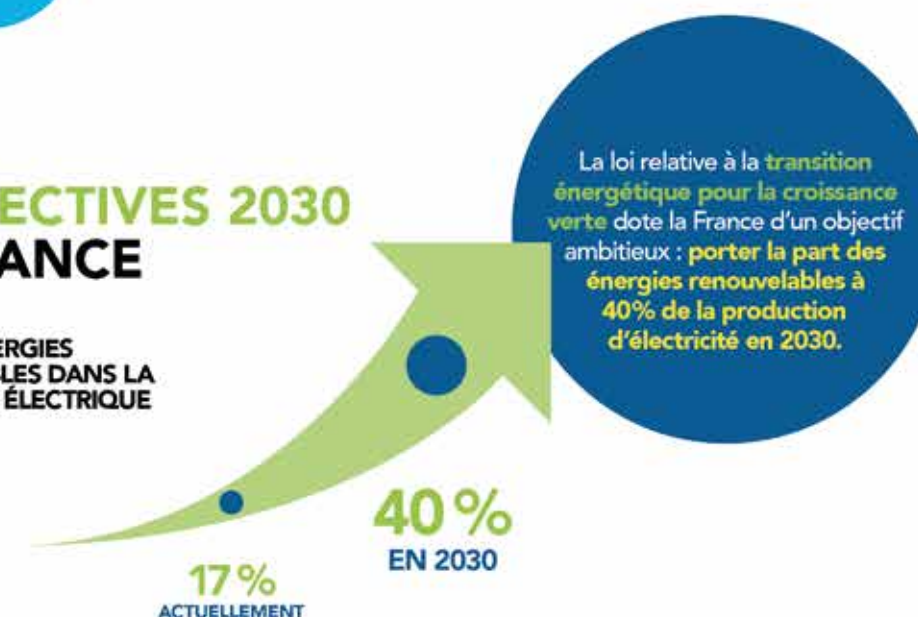
la mobilité urbaine, la logistique, les systèmes de transport intelligents et l'impact des infrastructures sur l'environnement. Il y a également développé une vision internationale en tant que délégué au Comité Conjoint de Recherche Transport (OCDE – Forum International des Transports).

Sa carrière au sein de la RATP et de ses filiales à l'international SYSTRA et RATP Développement lui confère par ailleurs une large expérience dans le domaine des transports publics qui s'étend de l'exploitation des systèmes à la gestion des ressources humaines, mais couvre également les études, en particulier la planification, l'analyse de l'exploitation, la modélisation, l'évaluation économique pour le développement et la mise en place de projets d'investissement (métro urbain et suburbain, tramway et bus).

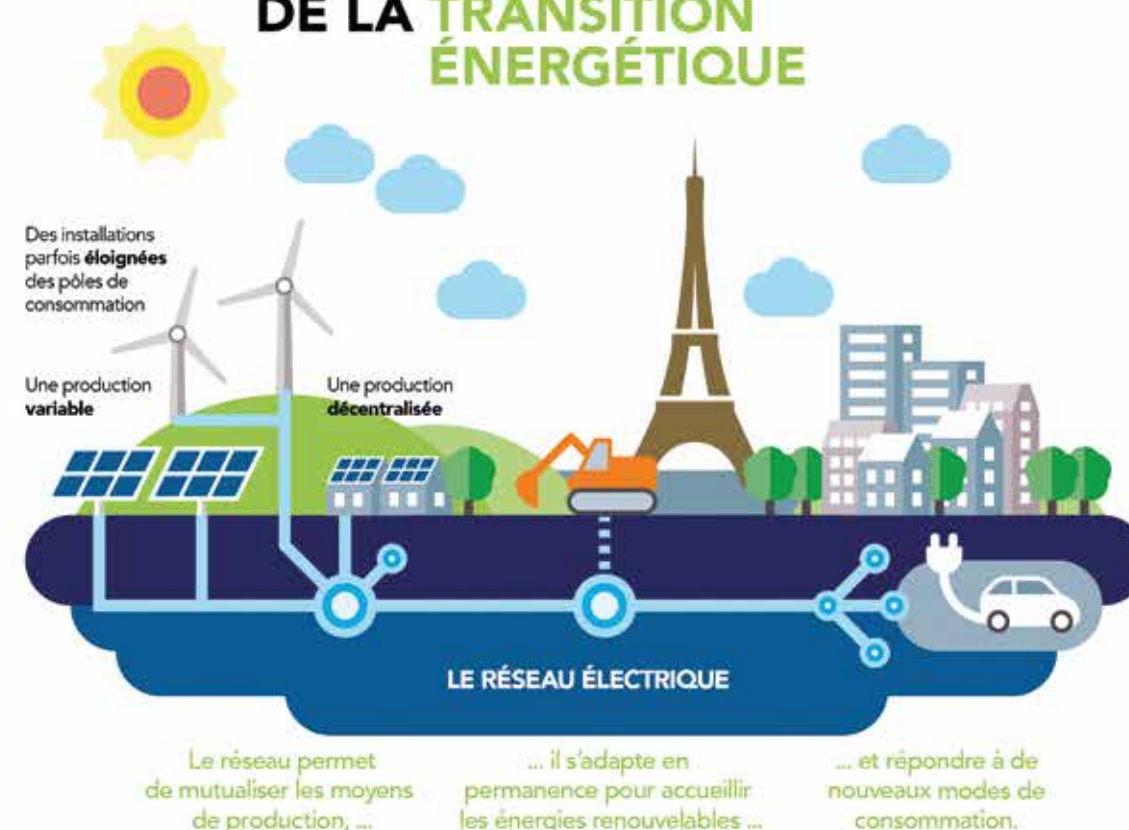


PERSPECTIVES 2030 EN FRANCE

PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE



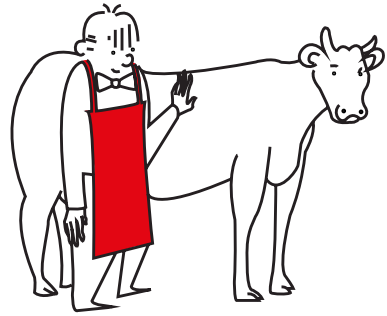
LE RÉSEAU AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Devenez acteur de la transition énergétique en suivant la consommation et la production d'électricité grâce à l'application Eco2mix

Scannez et découvrez !





LES RÉSEAUX DU NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'AGRICULTURE ?

Par Rémi Laurent

LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'AGRICULTURE EST AUSSI UNE AVENTURE HUMAINE !



RÉMI LAURENT

Directeur adjoint de la Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie, il coordonne les activités Innovation, Recherche & Développement.

Son parcours d'ingénieur ENSICAEN l'a successivement conduit à accompagner le développement technologique des entreprises artisanales régionales, créer et diriger un pôle d'innovation national de l'artisanat dédié aux technologies numériques et susciter des projets d'innovation numériques en agriculture.

L'agriculture bénéficie aujourd'hui de la croissance rapide des technologies numériques. Les robots, d'abord fixes pour la traite, se déploient à présent dans les champs pour désherber.

Les drones, équipés de caméras multi-spectrales, viennent compléter les images satellite pour cartographier les parcelles et optimiser les différents apports (engrais, phytosanitaires). Les objets connectés mettent à disposition des alertes ou des données alimentant en continu des outils d'aide à la décision basés sur des modèles issus de la R&D, contribuant ainsi à une « agriculture de précision ». Les outils et réseaux sociaux permettent aux agriculteurs d'échanger de bonnes pratiques, imaginer ensemble de nouveaux itinéraires techniques, partager main d'œuvre et matériels... on parle de « co-farming ».

Ces technologies, mises au service d'une agriculture durable, renforcent la culture collective du secteur agricole et pose de nouvelles questions. L'une, centrale, est la place de l'homme. Celui qui pouvait parfois apparaître comme un applicateur de recettes issues de la recherche (re)devient agronome grâce aux informations appliquées à son exploitation dont il dispose à tout moment. Ces technologies améliorent considérablement ses conditions de travail (organisation, pénibilité) mais transforment aussi radicalement son métier. On voit par exemple apparaître les premiers tracteurs sans conducteur, guidés par GPS. Plus que les technologies, qui trouveront naturellement leur place partout où elles seront vraiment utiles, c'est pour moi la réussite de cette transformation qui forgera notre agriculture de demain.

Par Frédéric Villain

UNE IRRIGATION AJUSTÉE POUR DES CULTURES DE VALEUR

Avec 70 % de la consommation mondiale d'eau en moyenne, l'agriculture est sans conteste le secteur d'activité le plus consommateur d'eau. Globalement, l'irrigation des cultures permet de multiplier les rendements par deux ou trois. C'est pourquoi une irrigation adaptée et ajustable est vitale pour les cultures de valeur et à forte intensité d'intrants. Mais les risques économiques qu'elle implique sont plus graves que ceux des cultures non irriguées à faible intensité d'intrants. L'irrigation peut aussi avoir des effets négatifs sur l'environnement, entraînant notamment la salinisation des sols et la pollution des aquifères par les nitrates. L'irrigation, qui était déjà utilisée par les civilisations égyptienne et mésopotamienne, est encore de nos jours une technique en développement mais connaît aujourd'hui une véritable révolution par l'apport du marché des objets connectés en plein essor.

Combiné aux technologies de communications sans fils, des capteurs et actionneurs comme la vanne connectée de Demand Side, nos solutions innovantes permettent aujourd'hui d'utiliser l'eau de façon raisonnable au plus juste et d'ouvrir la voie à une agriculture finalement raisonnée.

LES SERVICES QUE LE DIGITAL REND AUX AGRICULTEURS

Par Hervé Halbout



HERVÉ HALBOUT

Consultant en Système d'information géographique (SIG) et en cartographie depuis plus de 20 ans, il s'intéresse depuis plusieurs années déjà à l'implémentation des technologies numériques liées à la modélisation 3D, à la réalité virtuelle/augmentée et aux outils associés pour les

filiales de l'aménagement du territoire, du BTP, de l'agriculture, de l'environnement et de l'enseignement.

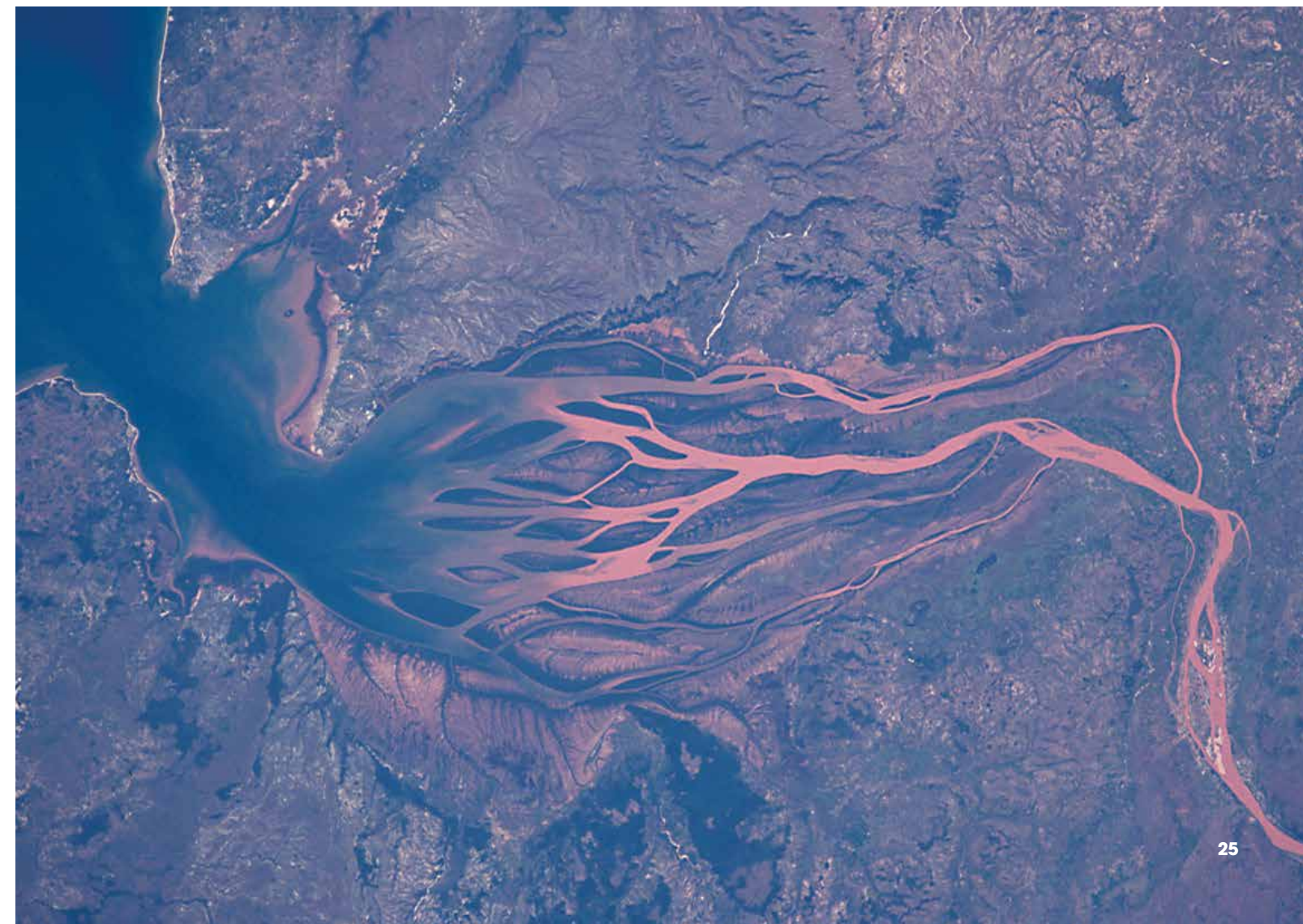
Il intervient régulièrement en écoles d'ingénieurs et lors de séminaires sur ces sujets. Il est le Président en exercice de Novimage, association normande qui regroupe des professionnels publics et privés intervenant dans le domaine de l'imagerie numérique 3D. Il est également membre actif de la Charte d'éthique de la 3D.

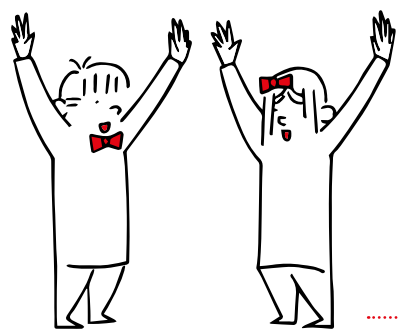
L'agriculture d'aujourd'hui peut difficilement se passer du digital. Il y a plusieurs raisons à cela. Elles sont à la fois technologiques, humaines, financières, environnementales.

La connaissance du territoire agricole est devenue moins empirique et plus précise quant à la quantité et la qualité des données traitées. Le sol cultivé est étudié plus finement et modélisé dans ses différentes composantes (surface, relief, composition, etc.). Cette connaissance fine vient des outils numériques qui sont capables de recueillir les informations, de les analyser et d'en proposer des résultats pour une aide à la décision et au choix. L'usage de drones, par exemple, avec la production d'orthophotographies géoréférencées très précises et de nuages de points associés permet une approche beaucoup plus ciblée que ne le permettait auparavant la « simple » photographie aérienne.

Autre exemple, celui de la formation : la modélisation 3D des bâtiments agricoles (salle de traite, hangars,...) permet de reproduire en réalité virtuelle ou en réalité augmentée des matériels et des situations de gestes professionnels, sans avoir recours systématiquement aux équipements réels.

La quantité d'informations traitées numériquement est beaucoup plus importante qu'auparavant et le nombre de paramètres analysés également. La fréquence de ces analyses peut permettre une prise en compte plus importante de l'impact environnemental de l'agriculture moderne, justement parce que celle-ci est une agriculture connectée. La génération actuelle et à venir d'agriculteurs s'imprègne de ces technologies digitales qui, petit à petit, font partie intégrante de leur quotidien. Un retour en arrière ne semble pas envisageable, tant les services rendus sont importants.





LES OBJETS CONNECTÉS RENDENT-ILS PLUS RESPONSABLES LES CONSOM-ACTEURS ?

Par Marc Maouche

Par Jérôme Caudrelier

Par Philippe Guillemet

OBJETS CONNECTÉS : QUID DE LA PROTECTION DE NOS DONNÉES PERSONNELLES ?

La dématérialisation et la numérisation croissante de nos activités quotidiennes génère un très grand volume de données nous concernant. Le web se transforme ainsi en un vaste océan de données, dont une part de plus en plus importante est issue des objets connectés, ces objets classiques dont l'ajout d'une connexion Internet a permis d'y apporter un supplément de fonctionnalité, d'information ou d'interaction avec son environnement. Aujourd'hui, selon l'IDATE, 15 milliards d'objets sont connectés ; 80 milliards le seront en 2020. Tous ces objets ont pour objectif de nous faciliter la vie et utilisent pour certains un grand nombre de nos données personnelles.

Le législateur prévoit une protection théorique à l'usage abusif de nos données personnelles, il est néanmoins souhaitable de prendre quelques dispositions pour mieux analyser et protéger ses données personnelles, ce à quoi contribue l'opérateur Orange à travers différents dispositifs parmi lesquels :

La Charte Orange relative à la protection des données personnelles et de la vie privée, qui est l'engagement de l'opérateur à assurer la protection, la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel des utilisateurs de ses services, notamment ceux intégrant des objets connectés. De plus Orange a désigné un **Correspondant Informatique et Libertés** (CIL) auprès de la CNIL et qui est un interlocuteur spécialisé dans la protection des données personnelles pour ses services.

Le programme Data Share lancé depuis 2016 et qui est la promesse d'une interface unique permettant aux particuliers de visualiser les données issues de leurs objets connectés, et ainsi de décider au cas-par-cas des données qu'ils souhaitent partager en fonction de la valeur et de la confiance placées dans chaque service d'objet connecté. Le programme portera sur le service HomeLive d'Orange, mais aussi les accessoires intelligents de Withings, Netatmo, Sony, Garmin, Fitbit, Somfy, Parrot, Phillips Hue, AwoX, et Schneider Electric. D'autres partenaires ont déjà annoncé qu'ils rejoindraient le programme, dont EDF, les Thalasso Serge Blanco, AXA ou encore Telegrafik.

La formation des clients Orange à la protection de leurs données personnelles, à travers le site internet « Bien vivre le digital » qui présente conseils, astuces et réalisations sur la protection des données personnelles, et à travers un dispositif de cours particuliers organisés depuis plusieurs années dans les espaces formation des boutiques Orange.

MARC MAOUCHE



Marc Maouche débute sa carrière dans le transport et rejoint la Direction Générale des Télécommunications (DGT) en 1986. A l'issue de sa formation aux réseaux télécoms, il opte pour le domaine commercial naissant au sein de la DGT. Militant syndical et associatif, Marc Maouche participera, à l'ouverture du capital de France Télécom en 1997 et à la création de l'Association France Télécom des Actionnaires Salariés (AFTAS) aujourd'hui

AASGO dont il assure la présidence. Auditeur de la 57^{ème} session nationale de l'IHEDN, il a été pendant 6 ans membre du comité directeur de l'AA IHEDN. Il préside actuellement le conseil de surveillance du FCPE Cap'Orange (5% du capital d'Orange). Marc Maouche siège au conseil d'administration d'Orange Participations SA.

Fort de son expérience de conseiller municipal, il a été Directeur des Relations avec les Collectivités Locales de Seine Saint Denis pour Orange de mai 2010 à novembre 2013.

Il est Délégué Régional Orange Normandie depuis fin 2013, président de l'ENSI Caen, administrateur d'Esigelec et de l'agence Caen Normandie Développement. Depuis la création de l'ADN, il siège à son directoire consultatif.

JÉRÔME CAUDRELIER



Jérôme est un passionné qui a navigué quelques temps entre le monde des jeux vidéo et les startups avant de créer avec Matthieu Forget : Casus Belli, nom hommage à leurs premières amours de rôlistes. Jérôme avec son esprit pionnier gère les équipes projets et conceptualise des opérations démesurées.

Dénicheur d'expressions improbables, il téléphone en marchant (ou marche en téléphonant), c'est aussi un serial cooker.

PHILIPPE GUILLEMET



Directeur Régional ENEDIS en Normandie. Diplômé de l'école des Hautes Etudes Industrielles de Lille et d'un DESS de distribution électrique, pilote l'ensemble des activités de la distribution d'électricité sur les 5 départements normands depuis juillet 2016.

La Direction Régionale comprend 1750 agents répartis sur 45 sites et exploite 91 000 Km de réseaux électriques au service de 1,9 million de clients.

NE PLUS SUBIR, ÊTRE ACTEUR TOUJOURS MIEUX INFORMER

Les acteurs de l'Internet des Objets (IoT) ont souvent dépeint un avenir idéalisé : des « maisons intelligentes » où les capteurs, caméras, thermostats, lampes, réfrigérateurs, sont communicants, interopérables et intelligents. Concrètement, cet avenir augmenté est encore lointain et de nombreux analystes voient l'IoT comme une tendance qui ne parvient toujours pas à décoller.

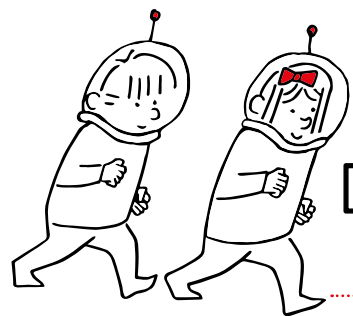
La réponse des acteurs industriels est le manque de normes : les objets connectés ne peuvent pas parler les uns avec les autres, et chaque appareil est livré avec sa propre application (mobile), plutôt que d'être géré à partir d'un seul point de contrôle. De même, les craintes liées aux problématiques de sécurité et les réponses tardives du marché sont mortifères. Le marketing est également à blâmer : les consommateurs se grattent encore la tête quand ils entendent « Internet des objets ».

Et pourtant nous passons à côté de l'essentiel : nous mettre à la place du consommateur, nous interroger sur les barrières à l'adoption et penser usage. L'interopérabilité et la sécurisation sont des objectifs essentiels qui libéreront le potentiel de la technologie à long terme. Pourtant, il est plus réaliste et efficace de faire grandir le consommateur IoT en commençant simplement : dire la vérité et ne pas essayer de les convaincre qu'il doit acquiescer des objets/systèmes complexes pour répondre à des besoins dont il n'a pas conscience. Il est préférable de s'atteler à la résolution des problèmes réels auxquels les gens sont confrontés tous les jours. Par exemple, comment ma maison peut trouver au pied levé une nounou car mon assistante maternelle est malade ? C'est moins sexy que des produits exposés en nombre au CES, mais réellement utile. La confiance possible est un vecteur de vente beaucoup plus fort.

Les objets connectés font aujourd'hui partie de notre quotidien, modifient nos habitudes de vie et de consommation. Certains nous offrent la possibilité de réaliser des économies d'énergies et par la même occasion d'avoir un comportement socialement plus responsable. Les économies d'énergie, piliers du projet de Loi sur la Transition Énergétique, nécessitent l'implication de chaque consommateur à travers une information accrue sur sa consommation et ses usages.

Enedis, qui entretient et exploite le réseau de distribution publique d'électricité, développe de nouvelles technologies pour y répondre en rendant le réseau électrique plus intelligent. L'entreprise déploie à ce titre le nouveau compteur communicant Linky qui permet aux consommateurs de bénéficier de services gratuits et simples d'utilisation : suivi de ses consommations via un portail internet sécurisé, interventions techniques réalisées dans des délais réduits, réalimentation plus rapide en cas de panne grâce à un diagnostic plus précis, possibilité de souscrire auprès des fournisseurs de nouvelles offres tarifaires mieux adaptées à ses habitudes de consommation, pilotage des appareils électriques de la maison pour lui permettre d'être acteur de sa consommation d'électricité ; tout en allégeant sa facture d'énergie.

35 millions de compteurs nouvelle génération seront installés d'ici 2021. Linky facilite non seulement l'intégration des nouveaux usages de l'électricité, mobilité électrique et énergies renouvelables, mais il permet aussi de transformer la relation au quotidien du consommateur à l'énergie et l'aide à faire évoluer ses comportements vers plus de responsabilités.



L'ESPACE, TERRITOIRE CONNECTÉ DE LA SCIENCE ET DE LA CIVILISATION

Par Jean-Pierre Haigneré



JEAN-PIERRE HAIGNERÉ

Jean-Pierre Haigneré est issu de la promotion 1969 de l'Ecole de de l'Air de Salon-de-Provence. Breveté pilote de chasse à Tours en 1973, il devient pilote d'essais en 1981 à l'issue d'une formation à l'Empire Test Pilot School de Boscomb Down, en Angleterre où on lui remet les trophées « Hawker Hunter » et « Patuxent shield ».

De 1986 à 1987, il étudie l'astro-physique à la Faculté d'Orsay. Il a effectué 5500 heures de vol sur 105 types d'avions différents, incluant 1800 heures de vols d'essais.

En septembre 1986, Jean-Pierre Haigneré est sélectionné comme astronaute par le Centre National d'Études Spatiales (CNES) et se voit attribuer la fonction de chef de la Division des Vols Habités au sein de la Direction du programme Hermès et Vols Habités. En décembre 1990, il commence son entraînement à la Cité des Étoiles, le centre d'entraînement des cosmonautes russes. Il débute son activité opérationnelle comme astronaute doublure du vol spatial franco-russe Antares. Il se prépare ensuite pour la mission Altair en 1992, comme astronaute titulaire. Après sept mois d'entraînement il réalise une mission de 21 jours à bord des Soyouz TM-16 et Soyouz TM-17 et de la station spatiale russe MIR (1^{er} au 22 juillet 1993).

En 1995 et 1996, il est impliqué dans les opérations au sol de la mission de longue durée EUROMIR 95 de l'ESA (Agence Spatiale Européenne) et celles de la mission française Cassiopée de Claudie ANDRE-DESHAYS. De retour en France, il est chargé par le CNES de conduire les essais de qualification en vol du nouvel avion de vol parabolique, l'AIRBUS ZERO-G.

De janvier 1997 à février 1998, Jean-Pierre Haigneré reprend l'entraînement à la Cité des Étoiles comme astronaute doublure de la 6^{ème} mission spatiale franco-russe Pégase. Nommé astronaute du Corps des astronautes européens de l'ESA en Juin 1998, il devient le cosmonaute « ingénieur de bord » de la mission franco-russe de longue durée Perséus, dernière mission internationale à bord de la station spatiale MIR. Avec une durée de vol de 189 jours (20 février- 28 août 1998), incluant une sortie extra véhiculaire, ce vol constitua à l'époque le record de séjour dans l'espace pour un astronaute non russe. Jean-Pierre Haigneré reste à ce jour l'astronaute européen ayant la plus longue expérience de vie dans l'espace : 210 jours.

En octobre 1998 à mars 2003, Jean-Pierre Haigneré prend la tête du Corps des astronautes européens et joue un rôle actif dans la relance de la coopération dans le domaine des vols spatiaux entre la Russie et l'ESA. Il supervise l'élaboration de la première politique des astronautes européens.

En janvier 2004, il devient chef du projet « Soyuz au CSG » de l'ESA portant sur la construction d'un ensemble de lancement en Guyane pour le lanceur russe Soyuz. Il crée et anime plusieurs activités associatives destinées à promouvoir le développement des activités spatiales européennes auprès du grand public et animer l'intérêt des étudiants pour ce secteur à travers le développement d'initiatives suborbitales privées.

Général de brigade de l'Armée de l'Air (2^{ème} section), père de trois enfants, mari de Claudie Andre-Deshays (ancienne astronaute et ministre), il est commandeur de l'Ordre National de la Légion d'Honneur et titulaire de la médaille de l'aéronautique. Il a en outre été décoré de l'ordre russe de « l'amitié des peuples », et de l'ordre du « courage personnel » remis par les Présidents de la Fédération de Russie Yeltsin et Poutine.

L'ESPACE, NOUVEAUX TERRITOIRES ?

Aujourd'hui, au moins trois milliards de terriens connectés au réseau internet utilisent les technologies spatiales sans en avoir réellement conscience. Le plus souvent pourtant, l'industrie spatiale est perçue comme une activité élitiste héritée de la guerre froide, au service du prestige de quelques grandes nations, dont la France.

Cette appréciation est renforcée par la visibilité publique de l'exploration humaine de l'espace par rapport aux autres activités de cette industrie, mais aussi du fait de son volume financier, qui la place loin derrière les grands acteurs de l'économie contemporaine.

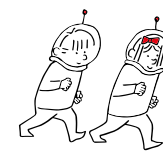
Les infrastructures spatiales des grandes puissances sont pourtant devenues essentielles au fonctionnement des armées et de l'économie globale, au point de les obliger à veiller scrupuleusement à leur invulnérabilité. C'est ainsi que les Etats-Unis ont été conduits à faire évoluer leur doctrine spatiale qui a longtemps consisté à s'assurer la suprématie technologique au niveau mondial. Les moyens spatiaux sont devenus si importants pour leur sécurité globale qu'ils s'autorisent aujourd'hui à disposer de la capacité de neutraliser les moyens spatiaux adverses ayant la potentialité de nuire à leurs intérêts vitaux.

Tout cela se déroule dans un contexte où, en application des nouvelles orientations de la politique spatiale américaine voulues par Barack Obama et présentées le 15 avril 2010, la NASA doit prioritairement s'adresser au secteur privé pour tout service concernant ses programmes d'exploration habitée. Selon ces directives, l'agence américaine se désengage progressivement de ses activités technologiques au bénéfice d'un secteur privé, élargi bien au-delà des grands acteurs historiques dont c'était le domaine réservé depuis le début de la guerre froide.

C'est ainsi que de grands tycoons de l'industrie IT (Paul Allen, Jeff Besos, et surtout Elon Musk) ont fait brusquement leur apparition dans ce business, allant jusqu'à investir leurs fonds propres dans un domaine réputé comme faiblement commercial.

Il n'est pas anodin que ces grands noms se soient intéressés dès le début des années 2000 aux activités d'exploration spatiale habitée en participant à X-Price, un concours privé sur le sujet des vols suborbitaux habités. C'est sur cet élan que 10 ans plus tard ils deviennent les fournisseurs d'accès à la Station Internationale, en concurrence avec Lockheed et Boeing et qu'ils annoncent déjà des projets d'exploration de l'espace lointain, la lune, les astéroïdes et surtout de Mars, terre promise de la NASA depuis 40 ans. Ce succès dans le domaine de l'exploration est un véritable tremplin pour l'ensemble des activités de service de lancement et permet à une société comme Space X d'entrer en concurrence directe avec Arianespace le champion européen ou d'être sélectionné par l'USAF pour le lancement de ses charges utiles.





L'ESPACE, TERRITOIRE CONNECTÉ DE LA SCIENCE ET DE LA CIVILISATION

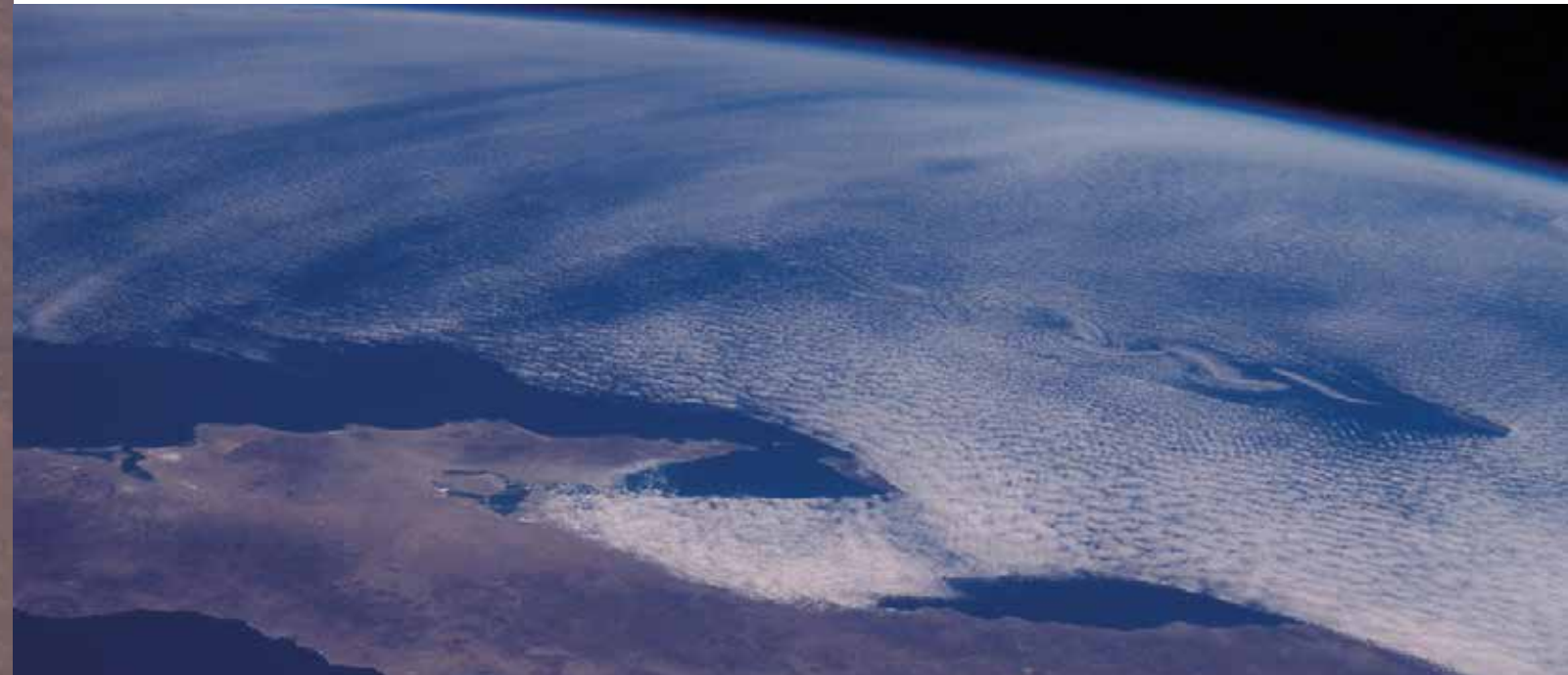


Un tel essor est rendu possible grâce à l'application à l'industrie spatiale des approches disruptives du monde de l'IT, dont les mots clés sont : faster, better, cheaper, mais aussi accès privilégié aux fonds communs de placement et défiscalisation. Et c'est donc bien à une révolution industrielle à laquelle nous assistons dans le monde feutré du spatial. Le plus bel exemple de réussite de cette nouvelle approche étant certainement le succès commercial de la fusée Falcon de l'étonnant Elon Musk, et en particulier la récupération d'un premier étage réutilisable, exploit qu'aucune autre agence spatiale n'avait réalisé avant cette date.

Pour évoquer cette nouvelle approche, on parle aux US de « New Space » ou d'« AltSpace », ou encore dans un autre registre de « Space 4.0 » en Europe. Philippe Cothier, un analyste européen s'est même récemment interrogé sur la pertinence du qualificatif d'« ubérisation » de l'espace.

Car ce mouvement a plus la caractéristique d'une tendance lourde que d'une mode passagère ou d'une ligne politique liée à un président. Au début de l'année 2016, le vice-premier ministre et ministre de l'économie du Luxembourg, Etienne Schneider, a annoncé un projet gouvernemental visant à soutenir l'exploitation des ressources minières présentes dans les astéroïdes et sur la lune. Le 25 novembre 2016 Barack Obama a signé une loi autorisant les citoyens américains à s'approprier des ressources dans l'espace ;

Au sol comme dans l'espace, les initiatives privées pourraient ainsi bousculer les pratiques essouffées des grands systèmes institutionnels et permettre à l'homme de poursuivre son aspiration antique à explorer, s'installer et travailler au-delà des frontières.



VIKTOR AFFANASSIEV

L'un des cosmonautes les plus expérimentés au monde. De 1970 à 1976 il sert dans l'Armée de l'Air comme pilote, pilote senior et commandant de bord. De 1976 à 1977, il suit le Test Pilot Training Center. De 1977 à 1988, sert comme pilote d'essai et pilote d'essai senior au State Research/Test Institute. Viktor Afanassiev a une certification de pilote d'essai militaire de classe 1. Il a accompli plus de 2000 heures de vol sur plus de 40 appareils différents.

De 1985 à 1987, Viktor Afanassiev a suivi la formation de cosmonaute au Yuri Gagarin Cosmonaut Training Center. À partir de février 1989, Afanassiev s'entraîne pour un vol spatial à bord de la station spatiale Mir comme doublure du commandant de l'équipage de Mir-7.

Il a accompli 175 jours de vol lors de son premier vol spatial, du 2 décembre 1990 au 26 mai 1991, comme commandant de l'équipage de la mission Mir-8 (en), rejoignant la station avec Soyouz TM-11. Le programme de la mission incluait un membre d'équipage japonais et un autre britannique. Il a réalisé quatre sorties extravéhiculaires totalisant 20 heures et 55 minutes. Du 8 janvier au 9 juillet 1994, Afanassiev a participé à un vol spatial à bord

du vaisseau de transport Soyouz TM-18 et de la station spatiale Mir comme commandant de l'équipage de la mission Mir-15.

D'octobre 1996 à janvier 1998, il s'entraîne comme doublure du commandant de l'équipage de la mission Mir-25. Cette mission incluait les programmes NASA-7 et Pegasus (CNES).

En mars 1998, il s'entraîne comme commandant de l'équipage de la mission Mir-27.

Du 20 février au 28 août 1999, il participe à un vol de 189 jours à bord du vaisseau de transport Soyouz TM-29 et de la station spatiale Mir. Il réalise trois sorties extravéhiculaires.

Le colonel Afanassiev est un vétéran de trois missions de longue durée dans l'espace. Il a séjourné 545 jours dans l'espace, et accompli sept sorties extravéhiculaires totalisant 38,55 heures. Il a la certification de cosmonaute de 1^{re} classe. En 2001, il est assigné comme doublure à l'équipage de la mission Taxi-1 de la station spatiale internationale. Le 21 octobre 2001, Viktor Afanassiev rejoint l'ISS à bord du vaisseau Soyouz TM-33 pour une mission de 9 jours. Il revient sur Terre à bord de Soyouz TM-32 le 31 octobre 2001.

Héros de l'Union soviétique le 26 mai 1991 (médaille no 11653)

Ordre du Mérite pour la Patrie, 3^e classe (1985) et 2^e classe (2001)

Ordre de Lénine en 1991

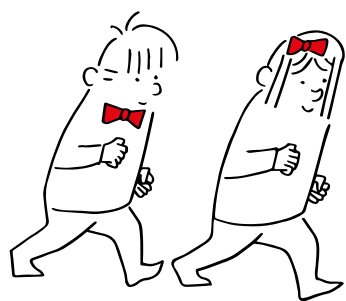
Ordre du Service pour la Patrie dans les Forces armées, 3^e classe

Ordre du Courage personnel en 1994

Médaille du « Mérite dans l'Exploration de l'espace »

Drapeau de la France Ordre national de la Légion d'honneur

Pilote cosmonaute de l'URSS



LE DIGITAL, CLÉ DU MAINTIEN À DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉES EN PERTE D'AUTONOMIE ?

Par Marie-Pierre Besnard



MARIE-PIERRE BESNARD

Historienne, Marie-Pierre Besnard est très tôt engagée à l'Université dans la voie des humanités digitales auxquelles elle a consacré sa thèse de doctorat.

Elle milite activement pour une réflexion sur la qualité, la lisibilité, la durabilité et la soutenabilité des projets numériques.

Pour mieux croiser encore les problématiques complexes de l'aménagement numérique de territoire elle a co-fondé en 2013 avec Grégory Castel la société So Numérique dont l'objet vise à dissoudre la couture technologique dans l'expérience numérique.

Le numérique est souvent considéré comme une nouvelle révolution industrielle parce qu'il transforme profondément le rapport au travail mais la mutation est bien plus profonde qu'il n'y paraît. Si révolution il y a, c'est celle de l'écriture. L'ère qui s'ouvre pose les jalons d'un nouvel humanisme que l'on peut baptiser Humanisme 2.0. On entend beaucoup parler d'un numérique qui rapproche les individus, qui se joue les repères spatio-temporels, qui augmente nos vies.

La généralisation de l'outil ne saurait pourtant être confondue avec son intelligence pas plus que la multiplication et l'extension des usages ne devraient masquer une pratique conditionnée à un niveau de littératie numérique qui nécessite une phase d'apprentissage. Le mythe des digital natives, largement entretenu par un fétichisme technologique qui confine à l'idolâtrie, est tenace. Toutefois, le réel enjeu sociétal est aujourd'hui d'intégrer la population des seniors et plus particulièrement encore des personnes en perte progressive d'autonomie. Aucun label de type Silver Economy ne touchera réellement sa cible si l'on se contente de penser l'aide à la personne sur les bases du service rendu grâce à une technologie devenue ambiante. Les plus fragiles subissent avec violence les bienfaits d'une ère technologique qui les exclut du faire : la fracture numérique est devenue en grande partie générationnelle.

Quand il n'est plus temps de parler d'apprentissage, c'est qu'il est l'heure de penser autrement les usages, d'effacer la technologie et de se centrer sur l'expérience pour faire du numérique un outil d'inclusion et de solidarité.



QUELS RÔLES LES PARENTS JOUENT-ILS DANS L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE ?

Par Thomas Rohmer et le Pr Bernard Cordier



THOMAS ROHMER

Expert en protection de l'Enfance et numérique

En octobre 2016, Thomas Rohmer a été nommé par le Premier Ministre, sur proposition de la Ministre de la Famille, en tant qu'expert sur les sujets enfance et numérique au sein du Haut Conseil de la Famille de l'Enfance et de l'Âge (HCFEA). Administrateur et membre du bureau de la Voix De l'Enfant – depuis 6 ans il intervient au sein de cette fédération d'associations en tant qu'expert sur le numérique. Auparavant, il était à l'origine d'un programme de prévention lié aux usages du numérique au sein des collèges et lycées français qui a permis de sensibiliser plus de 4 millions d'élèves et plus de 700 000 adultes partout en France pendant 12 ans.

Il anime depuis de nombreuses années des conférences et rencontres diverses à destination de tous les publics en lien avec cet enjeu d'éducation. En 2016, il fonde l'OPEN (Observatoire de la Parentalité et de l'Education Numérique) pour apporter des réponses concrètes aux besoins d'information et de formation de la communauté éducative sur les questions de parentalité numérique.



BERNARD CORDIER

Psychiatre des Hôpitaux, Chef de service à l'hôpital Foch de Suresnes (92), Chargé de cours de criminologie à la faculté Paris V, Expert près la Cour d'Appel de Versailles, Président de la compagnie nationale des experts psychiatres (CNEPCA),

Vice-président de l'association La Voix De l'Enfant.

Représentant de la France au meeting organisé par le G8 aux US en avril 2009 sur l'exploitation sexuelle des enfants et la pédo-pornographie par internet.

Avec presque 7 écrans en moyenne dans chaque foyer français, le numérique a envahi notre quotidien et il n'en est qu'à ses balbutiements avec l'arrivée massive des objets connectés, de la domotique et bientôt la robotique personnelle. La transformation numérique de notre monde a complètement dépassé les enjeux purement techniques pour devenir un enjeu politique, démocratique et culturel.

La génération des « millenials » celle qui n'a jamais connu le monde sans Internet est de loin la plus utilisatrice de ces outils et autres applications destinés à façonner leur vie numérique.

Pendant que certains s'alarment et regardent ces évolutions en tentant vainement de les retarder, cette fameuse génération ringardise notre monde, bien consciente de son pouvoir et du bouleversement qu'il engendre.

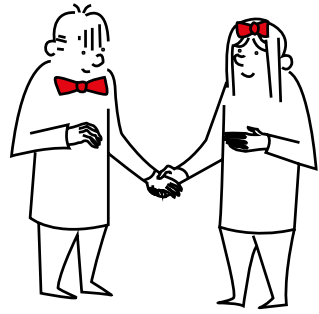
Cette révolution a creusé un nouveau fossé générationnel qui s'amplifie de jour en jour. Elle a induit un décalage des valeurs, Internet étant devenu une sphère d'influence bien plus importante aux yeux de ces jeunes ultra connectés, que nos « vieilles références habituelles ».

Face à ces nouveaux défis, l'ensemble de la communauté éducative doit se remettre en question et en premier lieu les familles. Le numérique bouleverse nos repères, nous questionne et nous inquiète en tant qu'adultes en provoquant parfois une inversion des rôles parents/enfants.

Dès lors, comment pouvons-nous maintenir préservé notre rôle éducatif sur nos enfants ? Est-il légitime de s'inquiéter des risques que comportent ces univers numériques ? Sommes-nous réellement à même de leur donner des conseils alors qu'ils maîtrisent mieux ces outils que nous ? Faut-il être ami avec ses enfants sur les réseaux sociaux pour mieux contrôler ce qui s'y passe ? Comment évoquer les contenus choquants auxquels nos enfants seront nécessairement confrontés lors de leur quotidien numérique ? Devons-nous changer de « logiciel » éducatif ?

L'OPEN (Observatoire de la Parentalité et de l'Education Numérique) et de la Voix de l'Enfant travaillent ensemble sur ces questions afin d'accompagner au mieux parents, familles, éducateurs pour qu'ils parviennent à se saisir de cet enjeu d'éducation nécessaire à l'accomplissement de leur rôle.

Pour en savoir plus : www.open-asso.org / www.lavoixdelenfant.org



PARTAGER L'INFORMATION POUR MIEUX VIVRE DANS NOS COMMUNES ?

Par Yvon Noël



YVON NOËL

Directeur de l'aménagement numérique Région Normandie.

Titulaire d'un Master de recherche en algorithmique et intelligence artificielle, Professeur de mathématiques en lycée et de statistiques en classe préparatoire en école de commerce, formateur en informatique pédagogique, Yvon NOËL a dirigé l'Ingé-

nerie éducative au Centre Régional de Documentation Pédagogique de Basse-Normandie en 1994. Il rejoint le Conseil régional de Basse-Normandie en mars 2000 pour une mission d'aménagement numérique du territoire.

FAVORISER LE DIALOGUE ÉLUS-CITOYENS

L'usage de l'Internet se diffuse auprès du grand public et des entreprises de façon massive depuis un peu plus de vingt ans. Sa crédibilité comme un outil de communication de masse s'est établie grâce à la pertinence du Web puis des interfaces tactiles qui ont permis de désencombrer l'utilisateur des lourdeurs techniques et donc favoriser l'intégration de celles-ci dans des gestes couvrant peu à peu l'ensemble des activités humaines : économiques, sociales, éducatives, culturelles. Ce désencombrement voire cet « oubli » de la technique est sans doute une des raisons fondamentales de l'adoption si rapide de nouveaux moyens de communiquer par un très grand nombre d'utilisateurs.

La très forte intégration dans le geste et l'utilisation de masse ont ouvert des champs considérables en matière d'innovation, qu'elle soit technologique ou sociale. Cette nouvelle donne bousculant les organisations et les hiérarchies, modifiant notre rapport au temps et au savoir, proposant de nouveaux modèles économiques ou de nouveaux processus de production, nécessitant de nouvelles régulations voire de nouvelles gouvernances.

La démocratie est un processus qui s'adapte et se renforce en permanence. Aujourd'hui l'utilisation des nouveaux outils de communication et de l'internet ouvrent de nouvelles opportunités grâce aux pratiques de la e-démocratie (ou démocratie électronique) qui permettent des échanges d'information plus nombreux et enrichis entre élus et citoyens.

Une démocratie locale plus accessible et participative est à concevoir en complément d'une démarche de mise en œuvre de la e-administration et de ses e-services. Elle permet de rendre accessible l'information afin de favoriser la transparence, d'organiser le dialogue citoyen, de favoriser l'initiative citoyenne, dans un équilibre à trouver entre la légitimité d'une démocratie représentative incarnée par les élus et l'ouverture à une démocratie participante portée par les citoyens qui ont une légitimité d'habitant et d'usage.

Le développement d'une relation citoyenne utilisant le meilleur du numérique, qui aille au-delà du seul accompagnement des usagers est une nécessité. La médiation numérique qui accompagne les citoyens représente un enjeu considérable pour les collectivités. Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale porteuse de projets numériques innovants sur leurs territoires.

Les acteurs publics, au premier rang desquels les collectivités territoriales, y compris les plus petites souvent écartées des évolutions faute de moyens financiers et humains et de mutualisation, doivent, en tant que fournisseurs de services publics, moderniser grâce au numérique les services aux citoyens. Ils doivent ainsi développer l'administration électronique (e-administration) et installer une relation citoyenne via le numérique (e-démocratie) dans une logique d'innovation en pensant cette relation comme un réseau social. L'un des risques du non-faire dans ce domaine serait celui de la disqualification du politique.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DE SERVICE POUR TOUS

Par Laurent Cervoni



LAURENT CERVONI

Ingénieur de l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique et Electrotechnique, Docteur en Informatique (Intelligence Artificielle), en 1997, après un parcours en sociétés de services et de conseil, Laurent Cervoni a co-fondé une entreprise pour aider ses clients à faire du numé-

rique un des moteurs de leur stratégie. En parallèle, durant 12 ans, il est professeur associé à l'INSA de Rouen où il enseigne les technologies numériques et l'économie d'Internet.

L'équipe de Cervoni Conseil fait partie des précurseurs des réseaux sans fil, du Très Haut Débit et de leurs usages. Il intervient notamment sur les réseaux sociaux, les outils collaboratifs et l'évolution des méthodes de travail induites par le numérique. Il accompagne les entreprises et les collectivités dans leur intégration dans les processus de développement de leurs organisations.

Sa motivation est que l'innovation, le design et les nouvelles technologies puissent contribuer à améliorer la vie quotidienne, personnelle et professionnelle.

Les collectivités gèrent classiquement dans le cadre des échanges avec leurs concitoyens :

- le courrier postal ;
- l'accueil « guichet » ;
- l'accueil téléphonique.

Depuis quelques années, des éléments nouveaux sont apparus :

- l'arrivée d'Internet, avec une forte demande des citoyens d'effectuer des démarches en ligne ;
- le recours au courrier électronique ;
- un niveau accru d'attente des citoyens « consommateurs de services publics locaux » ;
- la généralisation des smartphones.

Mais, au moment où les collectivités doivent gérer ces nouveaux canaux de communication, elles doivent maîtriser leurs coûts de fonctionnement.

Les enjeux stratégiques d'une Gestion de la Relation Citoyen Numérique sont donc d'améliorer la qualité du service rendu tout en réduisant les coûts en :

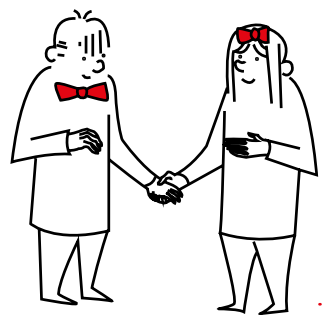
- substituant à une organisation souvent verticale une **approche transversale** mettant le citoyen directement au cœur du système d'information.
- en accélérant la **dématérialisation des flux** et en automatisant un maximum de procédures (délivrance d'imprimés, de reçus au citoyen ou production de bordereaux récapitulatifs...).

La réduction la plus importante provient de la généralisation des téléprocédures numériques. Le coût d'une démarche « guichet » est estimé à 12 € alors qu'une démarche par Internet revient à 3 € !

Par exemple, un « parapheur numérique », qui véhicule les requêtes des citoyens à travers le réseau, est moins coûteux en ressources et en temps qu'un « vrai » parapheur ! Une solution numérique permet aussi de limiter le nombre de courriers postaux sortants au profit de courriers électroniques ou de SMS.

Enfin, le remplacement des courriers électroniques en provenance des citoyens par des formulaires électroniques gérés par une solution numérique réduit fortement le temps passé par les agents devant leur messagerie et élimine les SPAM.

Par ailleurs, une plate-forme numérique contribue à la réduction des imprimés et au respect de l'environnement. La réduction du nombre de courriers postaux sortants et de photocopies (par les scans) permet à la collectivité de limiter sensiblement le nombre de documents imprimés.



PARTAGER L'INFORMATION POUR MIEUX VIVRE DANS NOS COMMUNES ?

Par François Alexandre

LA COMMUNICATION DIGITALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Nous sommes tous des acteurs de la ville. La pratiquer nous impose d'avoir un regard sur des thèmes aussi fondamentaux que le partage de l'espace public, la mobilité, l'accès à l'information, l'accessibilité et bien entendu les nouvelles technologies.

Depuis plus de 50 ans, JCDecaux y développe ses services : Atribus®, mobiliers d'information, journaux électroniques, sanitaires à entretien automatique, kiosques à journaux, vélos en libre-service. Chacun de ces mobiliers répond à des attentes et des usages qui dépassent les frontières et les cultures et leur généralisation a fait de JCDecaux le numéro un mondial de la communication extérieure. Mais une nouvelle ville est en train de prendre forme sous nos yeux car au-delà des indispensables infrastructures, la couche technologique y occupe progressivement la place qui doit lui revenir. Connectivité, informations en temps réel, exploitation de la donnée, digitalisation des espaces, dialogue numérique la smart city que beaucoup ont imaginé apparaît sans cesse plus nettement et il ne fait aucun doute que nous y prenons d'ores et déjà toute notre part. Les mobiliers urbains deviennent progressivement intelligents et connectés non parce que la technologie le permet mais parce que les perspectives de services innovants sont tout aussi captivantes qu'attendues par les collectivités, les citoyens et les consommateurs.

Les nouvelles technologies constituent l'un des leviers de l'émergence de cette ville intelligente qui a là l'opportunité de créer une nouvelle attractivité économique durable, de devenir plus conviviale, plus ouverte et accessible à tous, au bénéfice d'une qualité de vie en ville renouvelée. Le futur de la ville se conjugue au présent.



**FRANÇOIS
ALEXANDRE**

Ce Rouennais d'origine, père de trois enfants et âgé de soixante ans a fait ses études de droit, dans la ville aux cent clochers.

Puis il obtient une maîtrise de droit des collectivités locales à Paris I (Panthéon Sorbonne). En 1978, il est chargé de la recherche d'investisseurs locatifs et para-

hôtelières par la Mission Interministérielle d'Aménagement Touristique du Languedoc-Roussillon.

En 1981, il recherche des investisseurs industriels et tertiaires au sein de l'Agence Régionale de Développement de Haute-Normandie. En 1983, il intègre le Groupe Générale des Eaux comme chargé de la recherche d'investisseurs dans le logement social, puis dans la gestion de parcs d'expositions.

Il entre en 1987 dans le groupe JCDecaux pour développer l'agence de communication publique Sagacité. Il est Directeur Régional JCDecaux Normandie - Somme depuis 1998.



FRANÇOIS PÉDRONO

François PEDRONO, Maire de Saint-Arnoult, 4^e Vice-Président de la Communauté de Communes Cœur Côte Fleurie dont il est le référent voie verte, voie douce.

A son actif ; le lancement des études de la vélo route Pont-L'Evêque - Deauville

avec un achèvement prévu fin 2017 pour le tronçon St Arnoult - Deauville.

Le tracé Est-Ouest du marais de Blonville-sur-Mer, Villers-sur-Mer en passant par Benerville, Tourgeville, Saint-Arnoult, Deauville et Trouville.

Sa devise : à pied, à cheval, à vélo.

UNE VOIE VERTE POUR NOS TERRITOIRES

Depuis plusieurs années l'engouement du Public pour une découverte « douce » des territoires ruraux et urbains entraîne un développement de la pratique du vélo et des modes de déplacements doux.

Le Conseil Départemental s'est fixé comme priorité l'élaboration d'un plan Vélo. En conséquence 700 kilomètres d'itinéraires ont été retenus sur l'ensemble du département.

La communauté Cœur Côte Fleurie a pu bénéficier de ce plan en créant sa voie verte de 7 km afin de contourner le Mont Canisy en reliant le marais de Blonville - Villers-sur-Mer à Deauville - Trouville-sur-Mer. La grande promenade qui reliera la Maison des Jeunes aux Cures marines et le plateau d'Hennequeville fera partie intégrante de ce réseau qui renforce l'attractivité de nos communes.

Cette voie permettra un déplacement en vélo en toute sécurité pour les élèves se rendant au lycée en utilisant cette voie verte sans croiser une seule voiture.

Les touristes, joggers ou tout un chacun y trouvera ainsi un épanouissement. L'intégration du numérique permettra de connecter les utilisateurs de ces voies avec leur environnement écologique et touristique. De les relier avec tous les services et les commerces du territoire. Egalement de signaler tous les incidents et de permettre une meilleure réactivité des services de notre territoire pour le plus grand profit de tous.





RÉSEAU ÉLECTRIQUE AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA SÉCURITÉ ?

Par Régis Boigegrain



RÉGIS BOIGEGRAIN

Régis Boigegrain, 46 ans, est le Délégué de RTE, le réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension, pour les régions Île-de-France et Normandie.

Diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications (ENSTT),

de l'Ecole Supérieure de Commerce de Clermont-Ferrand et titulaire d'un DEA de l'université Panthéon-Assas en Sciences Administratives, Régis Boigegrain a rejoint RTE en 2006 en tant que Directeur adjoint des Ressources Humaines. Depuis 2012, il occupait le poste de Directeur du département commercial. Régis Boigegrain a précédemment exercé les fonctions de Délégué Général de l'Union Française de l'électricité (2002-2006), de directeur de cabinet de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (2000-2001), d'adjoint au chef du service du gaz à la Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon (1999-2000) et de chef du bureau Economie, Prospective et Stratégie à la Sous-Direction des Télécommunications Nationales (1997-2000) au sein du secrétariat d'Etat à l'Industrie.

Présent sur tout le territoire national continental, RTE fait battre le cœur du système électrique français, garant de la solidarité électrique entre toutes les échelles de territoires. Notre mission est d'acheminer l'électricité des centres de production vers les lieux de consommation et d'assurer un équilibre instantané entre l'offre et la demande.

Au cours des cinq prochaines années, le système électrique connaîtra plus de changements qu'au cours des 50 dernières années. La transition énergétique couplée à la révolution numérique constitue une rupture technologique et sociologique majeure à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, RTE entend rendre son réseau dit « de puissance » en un réseau bi-mode « puissance/digital ». Cette transformation accroît la collecte à grande échelle d'informations sur nos ouvrages avec près de dix fois plus de données à gérer qu'aujourd'hui. Et les données du système électrique intéressent de nombreux acteurs pour alimenter l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques ou encore favoriser le développement de nouveaux services grâce à l'innovation. RTE fait déjà preuve de transparence et de pédagogie via son application éCO2mix qui propose une information proche du temps réel sur l'équilibre offre-demande.

L'arrivée de technologies numériques sur le réseau électrique permettra aussi de renforcer considérablement la sécurité et l'efficacité de l'ensemble du système : meilleure intégration des énergies renouvelables, augmentation de la puissance des lignes grâce à des outils de surveillance numérique et optique, géolocalisation des incidents à distance...

Tout cela a une incidence sur la maintenance et le développement du réseau. Il sera possible de mieux cibler les actions de maintenance préventive tout en minimisant l'impact pour nos clients. Cette maîtrise fine est un levier d'optimisation de notre actif industriel pour nous permettre de répondre à la fois à la transition énergétique et à la soutenabilité électrique des territoires.

JCDecaux



FAIRE VIVRE L'ESPRIT DE LA VILLE

La ville, territoire interactif et connecté, favorise toutes les formes de mobilité. Elle propose aux citoyens ce dont ils ont besoin pour se déplacer, s'orienter, s'informer et se divertir. En se façonnant au gré de leurs désirs, elle constitue un contexte en perpétuel mouvement.

WWW.JCDECAUX.FR

ERDF devient Enedis.
Notre nom change, pas notre engagement.
Notre mission de service public : vous apporter
l'électricité où que vous soyez, quel que soit
votre fournisseur.



Retrouvez-nous sur Internet



enedis.fr



enedis.official



@enedis



enedis.official

L'ÉNERGIE EST NOTRE AVENIR. ÉCONOMISONS-LA !